

Le mouvement (BDS Maroc) appelle au boycott du Forum Euromed des Jeunes Leaders

Rabat, le 3 Novembre 2019 : La campagne BDS Maroc appelle les jeunes à boycotter le 5ème Forum des Jeunes leaders qui se déroulera à Essaouira du 15 au 17 Novembre 2019, et cela à cause de la participation d'Israël. Il s'agit en effet d'un acte de normalisation clair, autrement dit d'une tentative de faire paraître l'Occupation, et donc le colonialisme de peuplement visant au remplacement de la population d'origine, comme un partenaire « normal » d'une manifestation qui se tient au Maroc, alors que l'immense majorité de notre peuple refuse absolument toute normalisation avec les occupants de la Palestine.

C'est la cinquième fois que le Forum se tient à Essaouira, sous l'égide de l'Ambassade de France et de l'Institut Français au Maroc, mais c'est la première fois que l'Ambassade de France a émis un appel à la participation d'Israël à cette manifestation. C'est ce qui apparaît en effet dans le texte de l'appel lancé par l'Ambassade de France à Tel Aviv pour encourager les Israéliens qui comprennent la langue française à s'inscrire et à rejoindre la manifestation :

Jeunes Israéliens de 18 à 25 ans comprenant bien le français, nous vous invitons à soumettre votre candidature pour participer au 5ème Forum euro-méditerranéen des Jeunes Leaders sur le thème « Engagement et partage pour une nouvelle citoyenneté », organisé par l'ambassade de France et l'Institut français du Maroc.

En lançant un tel appel l'Ambassade de France s'octroie le droit, alors qu'elle n'a qu'un statut d'invitée au Maroc, de convoquer sur le territoire du Maroc de jeunes israéliens qui

ont l'âge du service militaire, qu'ils effectuent dans une armée pratiquant au quotidien le crime de guerre contre le peuple palestinien frère, en particulier à Gaza et à Jérusalem. Il s'agit d'individus qui peut-être tout juste hier et certainement très bientôt demain seront aux premières lignes de la guerre coloniale d'occupation sans trêve contre le peuple palestinien. Pour mémoire, la Commission d'enquête indépendante des Nations Unies qui a étudié la situation aux abords des barbelés qui entourent Gaza considère que le fait, pour des soldats et des tireurs d'élite, de tirer sur les participants pacifiques de la Marche du Retour à Gaza – qui ne font que réclamer la levée du siège criminel qu'ils subissent, et demander l'application de la résolution 194 concernant le droit au retour des réfugiés palestiniens – constitue une violation flagrante du Droit Humanitaire International « qui relève du crime de guerre, voire du crime contre l'humanité » (citation de la Commission).

Nous condamnons la démarche de l'Ambassade de France qui consiste à inviter de jeunes israéliens sur le territoire du Maroc. La position des peuples maghrébins, et en particulier du peuple marocain, concernant la cause de la Palestine est claire depuis des lustres.

Nous refusons absolument cette prise de position de l'Ambassade de France qui considère l'Etat colonial d'Occupation et d'Apartheid israéliens comme un Etat de fait qu'elle prétend imposer aux jeunes de notre pays. Il semble que l'Ambassade de France au Maroc a besoin de se voir rappeler qu'au Maroc, l'ère du colonialisme appartient au passé.

Nous condamnons le fait que l'Ambassade de France a caché aux candidats à la participation, et aux bailleurs de fonds locaux, ainsi qu'à une partie au moins des encadrants, que des Israéliens ont été invités à participer. C'est une violation grave des usages par la partie organisatrice : le peuple marocain n'a eu de cesse d'exprimer son refus de l'Occupation

en Palestine et sa condamnation des crimes perpétrés par le colonialisme de peuplement et le régime d'Apartheid israéliens à l'encontre du peuple palestinien. Un minimum de courtoisie aurait été que l'invité respecte les sentiments de son hôte, sans parler du fait que l'appel à participer au Forum adressé à une telle délégation est un service rendu aux ennemis de la démocratie et de la citoyenneté dans la région méditerranéenne.

Par ailleurs, selon les critères de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI), qui est la plus large coalition représentant la société civile israélienne et qui dirige la campagne de boycott BDS à l'échelle mondiale, de telles manifestations constituent une normalisation criante avec le régime de l'Occupation et du colonialisme de peuplement israélien autrement dit une manière d'ignorer les crimes commis contre le peuple palestinien.

C'est pourquoi nous profitons de cette occasion pour exprimer notre solidarité entière avec le peuple palestinien qui tient bon et résiste sur sa terre, et nous condamnons avec force les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis contre lui. Nous refusons qu'une ambassade étrangère se permette d'inviter des Israéliens au Maroc. Et nous appelons tous ceux qui sont concernés par ce Forum à exercer pacifiquement des pressions pour annuler l'invitation des Israéliens et à boycotter le Forum s'ils ne reçoivent pas d'assurances à ce sujet. Et nous invitons les autorités officielles marocaines à interdire l'accès du territoire marocain aux Israéliens.

La campagne marocaine de boycott (BDS Maroc)

Fiche conseil pour refuser de vous rendre à une conférence en Israël

Vous êtes peut-être un ou une jeune professeur.e ou étudiant.e invité.e à une conférence en Israël. Vous ne voulez pas y aller, mais vous manquez d'arguments et de contre arguments. Nous avons donc préparé pour vous cette fiche conseil qui vous aidera à vous forger une opinion et à la défendre, si tel est votre choix.

Il y a trois principales questions:

[1\) Pourquoi boycotter Israël ?](#)

[2\) Pourquoi le boycott d'Israël s'applique-t-il aussi au milieu universitaire ?](#)

[3\) Quelles sont les questions qu'on va me poser, et comment y répondre ?](#)

1) Pourquoi boycotter Israël ?

C'est en fait la réponse à la question « que faire? ». Israël est l'une des pires et des plus longues injustices géopolitiques en cours. C'est un État dangereux pour la paix dans le monde, qui vend des armes et son savoir-faire répressif, facteur de tensions et de guerres. Il est à l'avant-poste d'un type de société raciste, discriminatoire, coloniale, xénophobe et sécuritaire à laquelle aspire Donald Trump et ses amis. Face à ce dernier avatar du colonialisme occidental, il faut reconnaître que les nations occidentales auxquelles nous appartenons ont joué un rôle fondamental, et qu'elles peuvent encore influencer la situation. Alors que peut-on faire? Pourquoi ces nations et l'ONU ne font-elles pas

respecter le droit international? Puisqu'elles ne le font pas, que peut la société civile, en particulier si elle cherche une méthode non-violente de s'impliquer dans ce conflit?

Dans une démarche anticoloniale, elle peut commencer par écouter les demandes de la société civile palestinienne, et en particulier l'appel dit « BDS » (Boycott, Désinvestissement et Sanctions, en 2005).. Nous ne rentrerons pas ici dans les détails (le site de BDS France le fait), mais la méthode s'inspire du mouvement de la société civile contre l'apartheid en Afrique du Sud dans les années 1980.

<https://www.bdsfrance.org/qui-sommes-nous/appel-de-la-societe-civile-palestinienne/>

Les demandes sont simples: le respect du droit international! 1) retrait des territoires occupés; 2) égalité des citoyens juifs et non-juifs; 3) retour des réfugiés. Tant que ces demandes n'ont pas abouti, les États doivent sanctionner, les entreprises doivent désinvestir, et les citoyens doivent boycotter. Ce n'est pas une fin en soi, c'est une tactique qui, si elle fonctionne, fait pression sur l'État israélien qui devra céder.

Les contours de cet appel sont régulièrement mis à jour par les Palestiniens, en concertation. Il est par exemple, contrairement au boycott de l'Afrique du Sud, limité aux institutions israéliennes, et ne s'étend pas aux individus. Donc si on boycotte les universités israéliennes ou les festivals israéliens, on ne boycotte pas un professeur, un étudiant, ou un artiste, juste parce qu'il est israélien (encore moins pour sa religion, bien sûr). On peut les rencontrer, discuter, et même travailler avec eux s'il n'y a pas d'argent (ou de logo) de leur institution, université, ministère ou consulat israélien qui est en jeu.

En revanche, et c'est ce qui fait sa force, l'appel BDS peut être utilisé par chaque citoyen dans sa vie quotidienne, dans un but pédagogique: au supermarché, sur le lieu de travail,

avec son syndicat, à l'école, lors d'activités sportives, culturelles ou politiques, sur les réseaux sociaux etc. Il s'applique donc au domaine universitaire selon des directives claires du PACBI, et c'est donc le sens de la deuxième question...

<https://www.bdsfrance.org/les-directives-du-pacbi-pour-le-boycott-academique-international-disrael-revisees-en-juillet-2014-2/>

Quelle forme prend cet appel au boycott? Tout est détaillé dans l'appel du PACBI, mais pour résumer, il s'agit de refuser tout colloque qui se déroulerait dans une institution israélienne, et tout financement et tout projet en collaboration avec une institution israélienne. Si possible, il est encore plus efficace de le revendiquer publiquement et d'inciter ses collègues à faire de même, voire son propre syndicat, département ou université.

Nous savons qu'il est parfois difficile d'affronter les pressions consécutives à un tel engagement, et nous n'intervenons pas dans le choix des personnes d'expliquer ou non les raisons de leurs refus. De nombreux syndicats étudiants et personnalités universitaires ont publiquement revendiqué ce type d'actions, comme Stephen Hawking, Judith Butler ou Angela Davis, mais aussi l'historien israélien Ilan Pappé qui a fini par quitter son université israélienne qui ne le laissait pas étudier librement les pages les plus sombres de son histoire, en particulier celles de 1947-1948.

La lettre d'Ilan Pappé en anglais:

<https://www.theguardian.com/education/2005/apr/20/highereducation.uk3>

D'autres exemples de lettres en anglais:

<https://www.tadamon.ca/boycott-academique-exemples>

2) Pourquoi le boycott d'Israël s'applique-t-il aussi au milieu universitaire ?

D'abord parce que les Palestiniens nous le demandent, à titre individuel, mais aussi dans le cadre de la campagne collective BDS.

L'occupation, l'apartheid et l'exil forcé des réfugiés palestiniens touchent aussi les Palestiniens étudiants ou enseignants, empêchés de se rendre en cours à cause des checkpoints. Les Palestiniens sont discriminés de nombreuses façons dans leur accès à l'université en Israël, ce qui se traduit en chiffres par leur sous représentation en tant qu'étudiants, et encore plus en tant qu'enseignants. L'armée israélienne lance régulièrement des raids dans les universités de Bir Zeit ou de Al Quds, arrête des étudiants et des profs, et en tue parfois. L'université fait partie du champ politique colonial israélien, et on boycotte donc en solidarité avec les universitaires palestiniens.

Ensuite parce que les universitaires occidentaux non plus ne sont pas en dehors de leur société. Les universitaires se sont impliqués avant les autres dans le boycott de l'apartheid de l'Afrique du Sud dans les années 1980. Comme les autres, mais peut-être même plus que les autres, ils doivent comprendre la portée politique de leur participation à un événement dans une université israélienne, ou de leur annulation à une telle participation. Ce type de participation n'est pas une question de vie ou de mort, c'est souvent une question symbolique. Dans le domaine symbolique, ces gestes (participer ou annuler) deviennent très importants. Une fois l'invitation lancée, le piège est ouvert: la campagne BDS va interpeller les participants et les mettre face à un choix. Dans tous les cas ils prennent position: ils y vont et soutiennent (même malgré eux) l'institution israélienne, ou ils n'y vont pas et ils sont solidaires (même en silence) des Palestiniens.

Les scientifiques ne sont pas en dehors de la société
Ivar Ekeland, le 24 novembre 2016

Parce que les universités israéliennes bénéficient déjà (et beaucoup plus que les universités palestiniennes) de programmes de collaboration et de financement très généreux de la part d'institutions européennes ou américaines, ce qui permet aussi aux occidentaux d'exercer une pression qui, sinon, serait inefficace.. Cela devrait aussi permettre aux occidentaux d'assortir ces financements de conditions éthiques, qui existent déjà mais qui ne sont jamais respectées.

Parce que l'institution universitaire israélienne n'est pas innocente. Plusieurs universités sont illégalement construites entièrement ou en partie sur des terres palestiniennes occupées. De nombreux programmes universitaires participent ou collaborent avec l'industrie d'occupation civile et militaire, mais aussi avec la mise au point de sa propagande, ou les justifications de ses politiques discriminatoires et racistes. Deux articles à ce sujet:

Les université israéliennes profondément impliquées dans le

massacre de Gaza

PACBI, le 5 août 2014

<https://www.bdsfrance.org/les-universite-israeliennes-profondement-impliquees-dans-le-massacre-de-gaza-boycott-universitaire-maintenant/>

L'élite universitaire israélienne complice de l'oppression

Ofer Neiman, Haokets, le 20 avril 2016

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4896>

Parce qu'il faut bien se rendre compte que tout événement (politique, culturel, sportif ou universitaire) organisé dans une institution officielle de l'État israélien, un colloque universitaire par exemple, visera à redorer le blason de l'État, et ce, malgré toutes les dénégations de ses organisateurs, et même s'ils ne cautionnent pas officiellement le gouvernement israélien. En effet, l'État israélien pourra ainsi se targuer d'organiser des colloques intellectuels, entre intellectuels fréquentables, quasi européens, pour faire oublier ou pour cacher les exactions qui se déroulent à quelques kilomètres de là (devons-nous rappeler ce qui se passe à Gaza? Des millions de Palestiniens sous blocus total et, tous les vendredis, des manifestants non armés abattus par des snipers de l'armée israélienne, pendant que des universitaires se prélassent dans un cocktail?!).

Ce genre d'événements participent à la campagne de blanchiment de l'État israélien. La propagande israélienne est spécialisée dans le blanchiment par la culture, l'université, le sport, mais aussi par des causes qui plaisent à l'occident comme l'homosexualité ou le féminisme. Aussi louables soient-elles, il ne faut pas que ces causes soient instrumentalisées pour cacher, ou même parfois renforcer, l'oppression des Palestiniens.

3) Quelles sont les questions qu'on va me poser, et comment y répondre ?

Premier contre argument, en général: pourquoi boycotter Israël et pas les autres pays qui commettent des atrocités? D'abord parce que les Palestiniens nous le demandent (ce qui n'est pas le cas des Américains ou des Chinois). Ensuite parce que, nous l'avons dit, les pays occidentaux ont une responsabilité dans la création de l'État colonial israélien et dans ses dérives racistes et violentes, revendiquées et prises comme modèles par des courants politiques auxquels nous nous opposons. Enfin, par pure stratégie: parce que dans le cas d'Israël, dont les universitaires sont financés en grande partie par l'occident, et dont les professeurs sont très sensibles à leur réputation aux yeux de leurs collègues occidentaux, c'est une stratégie qui peut être efficace pour améliorer la situation dans le monde. On aurait tort de s'en priver.

Deuxième critique: il ne faut pas empêcher le dialogue, en particulier avec les israéliens progressistes qu'on rencontre dans les universités. Précisons d'abord qu'il y a très peu d'israéliens progressistes, même dans les universités, si progressiste signifie reconnaître la gravité de la catastrophe de 1948 et sa nécessaire réparation, que la situation n'est pas symétrique entre des Israéliens colonisateurs et des Palestiniens colonisés, et qu'il faut viser à une co-resistance avec les Palestiniens plutôt qu'à une simple co-existence. Même si progressiste signifie seulement « défendre la liberté de circulation des chercheurs et étudiants Palestiniens entre Gaza et la Cisjordanie », l'israélien Eyal Sivan démontre dans la vidéo ci dessous (vers la 5ème minute), que cela concerne moins de 5% des universitaires israéliens:

Les légitimités du boycott académique de l'État d'Israël
BDS France, le 24 novembre 2016

Ensuite, comme on l'a déjà dit, rien dans l'appel à BDS n'empêche le dialogue avec des individus, car BDS ne cible que des institutions. De plus, les manifestations auxquelles les universitaires sont invités n'ont en général rien à voir avec un dialogue politique pertinent. Tout, au contraire, est fait pour que la question palestinienne soit passée sous silence, ou dans la portion congrue et dépolitisée du programme. Et comme jamais une université palestinienne ne sera capable d'organiser un événement même comparable, pour des raisons évidentes, l'asymétrie de traitement des deux communautés s'en retrouve renforcée.

Autre façon d'exprimer cette critique: le boycott s'attaque à la liberté académique. Précisons d'abord qu'il s'agit ici de la liberté académique des israéliens, pas de celle des Palestiniens qui est bafouée depuis 50 ans par des universités envahies par l'armée, fermées arbitrairement, des étudiants arrêtés, emprisonnés, mais dont personne ne se soucie. Mais précisons surtout, tout comme le dialogue, que la campagne BDS n'entrave en rien à la liberté académique des universitaires israéliens. Dans le pire des cas, si son efficacité dépasse la mesure symbolique, elle limitera un peu le budget alloué à des universités israéliennes, déjà beaucoup mieux financées que

les universités palestiniennes, par des institutions financières occidentales. Cette question est débattue ici:

De la liberté universitaire et du mouvement BDS

Omar Barghouti, The Nation, le 14 décembre 2013

<https://www.bdsfrance.org/omar-barghouti-de-la-liberte-universitaire-et-du-mouvement-bds-3/>

La campagne BDS s'efforce de rappeler des faits, de proposer des pistes pour agir, et de demander aux universitaires de prendre leurs responsabilités. Entendons son appel.

La FIFA persiste à ignorer la violence très réelle d'Israël

24 août 2018 / Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

L'organisme qui dirige le football à l'échelle mondiale ignore les attaques israéliennes sur les athlètes palestiniens, tandis qu'il sanctionne le Président de l'Association Palestinienne de Football.

La FIFA ignore les attaques israéliennes sur les athlètes palestiniens, tandis qu'elle sanctionne le Président de l'Association Palestinienne de Football.

Stéphanie Adam de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël a fait le commentaire suivant :

La FIFA montre une fois de plus son vrai visage d'organisation corrompue et complice, qui trahit son soi-disant engagement envers les droits humains.

Après avoir fait changer les règles du jeu pendant des années, en octobre 2017 le Conseil de la FIFA a adopté, à sa réunion de Kolkata en Inde, une position permettant à des clubs de football de colonies israéliennes illégales d'être toujours les bienvenus dans l'organisation mondiale de football, en

déclarant qu'elle « s'abstiendrait de toute sanction ou d'autres mesures ».

Depuis des décennies, la FIFA ignore les attaques israéliennes violentes contre des athlètes et des installations sportives palestiniens ainsi que son racisme anti arabe et son islamophobie dominants. La FIFA est donc complice du blanchiment des graves violations par Israël des droits humains des Palestiniens.

L'équipe nationale d'Argentine a mis fin à son partenariat amical avec Israël plus tôt dans l'année, en réalisant à quel point un tel match laverait par le sport l'apartheid et l'occupation militaire d'Israël et nuirait à la lutte palestinienne non-violente pour la liberté, la justice et l'égalité. De même, de nombreux artistes, dont Lorde et Shakira ont annulé des concerts à Tel Aviv.

Tout comme dans la lutte contre l'apartheid d'Afrique du Sud, le mouvement mondial BDS pour les droits des Palestiniens continuera à isoler le régime israélien d'oppression jusqu'à ce que les droits des Palestiniens soient respectés. Et tout comme en Afrique du Sud, l'apartheid israélien sera vaincu.

Le contexte :

- Le professeur Adreas Zimmermann, juriste et expert de l'ONU, de l'Université de Postdam a fait une déclaration intitulée : « Le statut juridique des clubs de football israélien situés dans le territoire palestinien occupé et les conséquences qui en découlent pour la FIFA », où il conclut que « les clubs des colonies qui jouent dans le territoire palestinien occupé sans l'autorisation de l'APF violent l'article 72, §2 des statuts de la FIFA » et que « la tolérance de la FIFA vis-à-vis des clubs des colonies est une reconnaissance implicite et de ce fait viole l'obligation de la FIFA au respect du droit des Palestiniens à l'autodétermination selon l'article 3 des statuts de la FIFA ».

- Le 4 mai 2017, une lettre de 174 clubs de football et d'associations sportives palestiniens a exhorté la FIFA à suspendre immédiatement l'appartenance à la fédération de l'association israélienne de football pour avoir intégré sept équipes de football basées dans des colonies israéliennes illégales.

- Le 19 avril 2017, plus de cent associations sportives,

de syndicats, d'organisations de défense des droits humains et de groupes religieux représentant des millions de gens de 28 pays du monde entier, se sont joints à des champions de football, des chercheurs, des réalisateurs de cinéma, du personnel politique et des représentants de gouvernements pour en appeler aux membres du Conseil de la FIFA afin qu'ils insistent pour que la ligue nationale de football d'Israël révoque sept clubs basés dans des colonies israéliennes illégales dans les territoires palestiniens occupés ou qu'elle soit confrontée à une suspension de la FIFA.

· Au cours des quelques derniers mois, le conseiller spécial de l'ONU sur le sport pour le développement et pour la paix, à côté de 66 membres du Parlement Européen, 30 membres du Parlement Suisse, plus de 40 membres du Parlement Danois, 38 membres de la Chambre Britannique des Communes, ainsi que Human Rights Watch ont tous exhorté la FIFA à résoudre le problème des clubs des colonies.

· En octobre 2016, le conseiller spécial de l'ONU sur le sport pour le développement et pour la paix, Wilfried Lemke a écrit à la FIFA, faisant pression pour une résolution sur la question des clubs des colonies, « conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et aux statuts de la FIFA, dans un délai raisonnable ».

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité pour les Palestiniens. PACBI défend le boycott des institutions académiques et culturelles d'Israël, étant donné leur complicité profonde et persistante avec le déni par Israël des droits des Palestiniens tel que prévu dans la loi.

Traduction SF pour BDS France

Le Parti travailliste doit

rejeter la définition biaisée de l'IHRA qui entrave la défense des droits palestiniens

27 août 2018 / Par [Palestinian civil society groups](#) / [UK](#)

La société civile palestinienne a diffusé une déclaration incitant le Parti travailliste et les syndicats britanniques à rejeter la définition de l'antisémitisme par l'IHRA [International Holocaust Remembrance Alliance/Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste], définition incorrecte et anti-palestinienne, qui cherche à confondre antisémitisme et critique d'Israël. Cette définition vise à faire taire toute critique des politiques israéliennes qui violent clairement les droits humains palestiniens.

Saluant la croissance significative ces dernières années des politiques progressistes centrées sur la justice sociale et l'internationalisme au Royaume-Uni, en particulier à l'intérieur du mouvement ouvrier, nous, syndicats palestiniens, organisations et réseaux de masse, représentant la majorité de la société civile palestinienne, appelons le parti travailliste britannique, les syndicats, les conseils municipaux, les universités et la société civile dans son ensemble à rejeter la [définition de l'antisémitisme donnée par l'IHRA, définition fausse et anti-palestinienne](#).

Cette définition, non contraignante juridiquement, cherche à effacer l'histoire palestinienne, à diaboliser la solidarité avec la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité, à supprimer la liberté d'expression, et à protéger le régime d'extrême droite d'Israël – un régime d'occupation, de colonialisme et d'[apartheid](#) – de toute mesure efficace

pour lui faire rendre des comptes en accord avec le droit international.

Les directives [discréditées](#) de l'IHRA [confondent](#) délibérément l'hostilité contre les Juifs ou les préjugés et la discrimination à leur égard d'un côté et les critiques légitimes des politiques et du système d'injustice d'Israël de l'autre.

L'année dernière, les Palestiniens ont commémoré les 100 ans de la Déclaration Balfour, qui a joué un rôle important en soutenant et enracinant la colonisation sioniste de la Palestine. Cette déclaration britannique typiquement coloniale a constitué une [déclaration de guerre](#) contre notre peuple. Elle a facilité la naissance de l'état d'exclusion d'Israël qui maintient un [régime d'apartheid](#) et opprime systématiquement le peuple autochtone palestinien, nous arrachant nos droits fondamentaux et reconnus par les Nations Unies, dont le droit à l'égalité, le droit à l'auto-détermination et le droit de retour de nos réfugiés dans leurs foyers d'origine.

Nous sommes d'accord avec les personnalités palestiniennes britanniques qui ont [affirmé](#) que :

[T]out usage par des institutions publiques des exemples d'antisémitisme de l'IHRA qui, soit empêche une discussion relative à notre dépossession par nettoyage ethnique, quand Israël a été établi, soit [essaie de réduire au silence des discussions publiques](#) sur les pratiques courantes ou passées du colonialisme d'occupation, de l'apartheid, du racisme et de la discrimination [israéliens], et sur la violente occupation militaire en cours, contrevient directement aux droits fondamentaux. D'abord, les droits inaliénables du peuple palestinien qui restent protégés par les droits et les conventions internationaux ; et ensuite, les droits de tous les citoyens britanniques qui se tiennent à nos côtés, dans la solidarité de la commune humanité.

Nous reconnaissons la pression sévère exercée sur les institutions publiques, au Royaume-Uni et globalement, pour qu'elles adoptent cette définition politisée et frauduleuse de l'antisémitisme. Nous voudrions déclarer que celles du Royaume-Uni ont une obligation particulière, morale, politique et sans doute juridique, de réparer les crimes britanniques passés et actuels contre le peuple. Nous les appelons à :

1. **Soutenir constamment la loi du Royaume-Uni sur les droits humains, la Déclaration sur les défenseurs des droits humains des Nations Unies et le droit à la liberté d'expression**, dont celui de raconter l'histoire coloniale bien documentée de la Palestine, de plaider pour les droits palestiniens, de décrire le régime d'oppression d'Israël comme raciste ou constituant un apartheid, et d'appeler au Boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) contre Israël en tant que mesures non-violentes de reddition de comptes pour imposer qu'Israël se conforme à ses obligations selon le droit international et au respect des droits palestiniens.
2. **Soutenir sans équivoque les droits stipulés par les Nations Unies du peuple de Palestine**, en particulier :
 - le droit de vivre libre de toute occupation militaire dans la Bande de Gaza et la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est ;
 - le droit à la pleine égalité des citoyens palestiniens d'Israël qui souffrent actuellement d'un système de discrimination raciale légalisé et institutionnalisé ;
 - le droit inhérent et garanti juridiquement des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs foyers d'origine, nettoyés ethniquement pendant la Nakba et jusqu'à aujourd'hui.
3. **Adopter officiellement un embargo militaire sur Israël**, ainsi que le demandent la société civile palestinienne, l'Internationale socialiste, des partis

politiques du Royaume-uni (dont [les Démocrates libéraux](#), [les Verts](#) et [le Parti national écossais](#)), le Congrès des syndicats britanniques ([TUC](#)), de nombreuses [ONG de développement](#) (dont Oxfam et Christian Aid), des dizaines de [parlementaires](#) britanniques, [des villes](#) de toute l'[Europe](#), [Amnesty International](#), [des personnalités mondiales](#), entre autres. Rien qu'en 2017, les exportations d'armes du Royaume-Uni vers Israël atteignaient [\\$284m](#), un nouveau record.

4. **Condamner sans ambiguïté toutes les formes de racisme et de sectarisme, dont plus de 60 lois racistes d'Israël**, en particulier sa plus récente loi constitutionnelle, la Loi fondamentale de l'état-nation juif, qui « [consacre la suprématie juive](#) » et l'[apartheid](#), tel qu'il est défini par les Nations Unies.

Adopter la définition de l'IHRA (avec ses exemples) ne ferait pas que diaboliser notre lutte actuelle pour la libération et l'auto-détermination. Cela « réduirait aussi au silence toute discussion publique [au Royaume-Uni] de ce qui est arrivé en Palestine et aux Palestiniens en 1948 », comme plus de 100 groupes noirs, asiatiques ou d'autres minorités ethniques (BAME) au Royaume-Uni en ont [mis en garde](#). Cela glacerait aussi la défense des droits palestiniens, en particulier en vilipendant et en calomniant notre mouvement non violent de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) en faveur des droits palestiniens.

Ancré dans notre héritage de résistance populaire de plusieurs décennies et inspiré par le mouvement anti-apartheid sud-africain et le mouvement des droits civiques américain, le mouvement BDS [nominé pour le prix Nobel de la paix](#) est soutenu par une [écrasante majorité](#) de la société civile palestinienne. Il a aussi l'aval de mouvements progressistes représentant des millions de personnes dans le monde entier, dont un nombre en croissance rapide de jeunes Juifs nés au 21e siècle.

BDS [s'enracine](#) dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et [adhère](#) à la [définition onusienne de la discrimination raciale](#). En conséquence, « il ne tolère aucun acte ou discours qui adopte ou promeut, entre autres, le racisme anti-noir, le racisme anti-arabe, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie ou l'homophobie ».

Redéfinir le racisme contre une communauté particulière pour servir le but politique d'exclure ou de vilipender le combat contre les autres formes de racisme est immoral et directement raciste. Cela devrait être condamné par tous les progressistes moralement cohérents.

L'échec total d'Israël à supprimer la croissance impressionnante de BDS dans le monde entier au cours des dernières années l'a poussé à redéfinir l'antisémitisme pour calomnier notre mouvement strictement [anti-raciste](#).

Comme des [intellectuels juifs britanniques et des experts juridiques de premier rang](#) l'ont affirmé :

Critiquer les lois et les politiques de l'état d'Israël comme racistes et en tant qu'elles correspondent à la définition de l'apartheid n'est pas antisémite. Appeler pour le boycott, le désinvestissement et des sanctions contre Israël pour s'opposer à ces politiques n'est pas antisémite.

Nous sommes d'accord avec l'analyse de plus de [quarante organisations juives pour la justice sociale](#) dans le monde entier, analyse selon laquelle nous vivons « dans un ère effrayante, avec un nombre croissant de régimes autoritaires et xénophobes dans le monde, le premier d'entre eux étant le gouvernement Trump, s'alliant avec le gouvernement d'extrême-droite d'Israël tout en faisant cause commune avec des groupes et des partis suprémacistes blancs antisémites et racistes ».

Nous nous faisons aussi l'écho de leur appel :

Nous incitons nos gouvernements, municipalités, universités et

autres institutions à rejeter la définition de l'IHRA et de prendre à la place des mesures effectives pour vaincre la haine et la violence nationaliste ou suprémaciste blanche et pour mettre fin à la complicité avec les violations par Israël des droits humains.

Nous n'avons besoin de la permission de personne pour raconter notre histoire, défendre nos droits inhérents et inaliénables ou pour mobiliser une solidarité internationale de principe avec notre lutte pour la mener à bien.

Mais nous attendons des partis politiques orientés vers la justice sociale, comme le Parti travailliste et les syndicats progressistes, qu'ils contribuent effectivement à mettre fin à la complicité britannique dans le système d'oppression d'Israël qui dénie nos droits, qu'ils protègent le droit à la liberté d'expression et qu'ils se dressent du bon côté de l'histoire. Nous attendons d'eux qu'ils nous aident dans la lutte contre l'apartheid et pour les droits égaux de tous les humains quelle que soit leur identité. Est-ce trop demander ?

Signataires:

- General Union of Palestinian Workers
- Global Palestine Right of Return Coalition
- Palestinian Union of Postal, IT and Telecommunication workers
- Union of Professional Associations
- Federation of Independent Trade Unions
- Palestinian Journalists' Syndicate
- Palestinian New Federation of Trade Unions
- General Union of Palestinian Teachers
- General Union of Palestinian Women

- General Union of Palestinian Peasants
- Union of Palestinian Farmers
- General Union of Palestinian Writers
- The Palestinian Federation of Unions of University Professors and Employees (PFUUPE)
- Palestinian Camps Boycott Movement-Lebanon (33 organisations from 11 refugee camps)
- Palestinian NGO Network (PNGO)
- Palestinian National Institute for NGOs
- Popular Struggle Coordination Committee (PSCC)
- Grassroots Palestinian Anti-Apartheid Wall Campaign (STW)
- Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)
- Union of Palestinian Charitable Organizations
- Women Campaign to Boycott Israeli Products
- Civic Coalition for the Defense of Palestinian Rights in Jerusalem
- Occupied Palestine and Syrian Golan Heights Initiative
- Agricultural Cooperatives Union

[Trad. CG pour BDS]

Source :
<https://bdsmovement.net/news/labour-party-must-reject-biased-ihra-definition-stifles-advocacy-palestinian-rights>

La justice marque un but. Adidas ne sponsorise plus la Fédération Israélienne de Football

31 juillet 2018

/ De Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI) / Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël

Suite à une campagne mondiale, Adidas ne sponsorise plus les équipes de football dans les colonies illégales israéliennes. Les Palestiniens appellent le nouveau sponsor Puma à cesser d'être complice avec les violations du droit international d'Israël.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël salue la décision d'Adidas de ne plus sponsoriser la Fédération d'Israël de football (IFA).

En mars dernier, plus de 130 clubs palestiniens de football ont appelé le fabricant allemand d'articles de sport à arrêter de sponsoriser l'IFA à cause de sa complicité dans l'oppression des Palestiniens. L'IFA comprend six équipes israéliennes de football basées dans des colonies illégales israéliennes – colonies qui volent aux Palestiniens leur terre et leurs ressources. La colonisation israélienne est considérée comme un crime de guerre en droit international.

Une campagne mondiale très animée a suivi, avec des défenseurs des droits de l'homme du monde entier appelant Adidas à arrêter de sponsoriser les matches se jouant sur des terres

palestiniennes volées. En juin, une pétition internationale qui avait récolté plus de 16 000 signatures a été transmise au siège satellite d'Adidas à Amsterdam.

Dans une réponse aux clubs palestiniens, Adidas a déclaré avoir soulevé la question des équipes des colonies israéliennes auprès de la FIFA. Adidas, l'un des principaux partenaires de la FIFA, a indiqué la nécessité pour l'organisation mondiale du football de « prendre une décision sur la question des équipes des colonies israéliennes, en accord avec le droit international et sa politique de défense des droits de l'homme ».

Des organisations internationales de premier plan telles que Human Rights Watch, ainsi que des experts des Nations Unies et 175 législateurs, ont pressé la FIFA de résoudre la question des clubs des colonies israéliennes.

Ce n'est pas la première fois qu'Adidas arrête de sponsoriser des entités israéliennes complices. À la suite de manifestations importantes, d'appels au boycott et de condamnations gouvernementales, Adidas avait arrêté de sponsoriser ce qui s'appelle le « Marathon de Jérusalem », dont l'itinéraire inclut des colonies israéliennes illégales et passe par le territoire palestinien occupé de Jérusalem-Est.

L'image d'Israël est devenue de plus en plus négative après les massacres généralisés de Palestiniens de Gaza qui manifestaient pacifiquement pour obtenir les droits que leur a reconnus l'ONU. Israël a tué près de 150 Palestiniens, dont des journalistes, du personnel médical et plus de 20 enfants, depuis la fin mars.

Parmi les plus de dix mille Palestiniens blessés par la politique de « tirer pour tuer ou handicaper », il y a plus de 50 athlètes dont la vie a été définitivement changée par des infirmités et la carrière sportive brisée.

Avertissement à Puma

Une autre compagnie d'articles de sports allemande, Puma, a remplacé Adidas et signé un contrat de sponsoring de l'IFA de quatre ans.

En sponsorisant l'IFA, Puma associe sa marque internationale à la politique israélienne d'expansion de ses colonies, politique qui chasse les Palestiniens d'origine dans un nettoyage ethnique progressif, par la saisie illégale de leurs terres et la démolition de leurs maisons. L'iconique félin vend par le biais du sport l'occupation militaire israélienne et les violations des droits des Palestiniens.

Le Code éthique de Puma affirme que la compagnie est engagée en faveur des droits de l'homme et porte « grandement attention aux préoccupations exprimées par les institutions internationales, les organisations non-gouvernementales (ONG) et les représentants de la société civile ».

En tant que signataire du Pacte mondial des Nations Unies, Puma a aussi l'obligation de s'assurer qu'il ne se rend pas « complice de violations de droits de l'homme ».

Le consensus international est clair. Les colonies israéliennes sont illégales. Puma s'expose à des campagnes mondiales de boycott de la part de consommateurs engagés qui défendent les droits de l'homme.

Nous appelons Puma à arrêter de sponsoriser la Fédération d'Israël de football (IFA) aussi longtemps qu'elle participera aux graves violations du droit international par Israël et à l'oppression des Palestiniens.

Le félin devrait sauter pour défendre les droits des Palestiniens.

<https://bdsmovement.net/news/team-justice-scores-adidas-no-longer-sponsoring-israel-football-association>

Traduction Mireille Vaucoret pour BDS France

Le système des lois d'apartheid d'Israël

19 juillet 2018

[Palestinian Boycott, Sanctions and Divestment National Committee \(BNC\)](#)

Ce tableau montre comment le système juridique d'Israël permet l'apartheid. Il comporte des exemples de lois racistes significatives.

L'apartheid se distingue d'autres formes de discrimination raciale interdites par le caractère institutionnalisé et oppressif de la discrimination qui s'y inscrit. C'est toujours un régime de discrimination et d'oppression approuvé par l'État.

Le système juridique israélien permettant le colonialisme, la domination juive et l'oppression des Palestiniens

Le système juridique israélien permettant le colonialisme, la domination juive et l'oppression des Palestiniens	
Objectif/effet des lois israéliennes	Exemples de lois significatives

<p><i>Établir la revendication de souveraineté d'Israël sur toute la Palestine d'avant 1948 comme loi</i></p> <p><i>Permettre et réglementer l'annexion de 1967 du territoire palestinien occupé</i></p>	<p><i>Ordonnance n° 29 de 5708-1948 (22 septembre 1948) sur le champ de compétences et de pouvoirs</i></p> <p><i>Ordonnance juridique et administrative, section 11 B (27 juin 1967) prise pour l'annexion de Jérusalem Est occupée ;</i></p> <p><i>Loi sur les affaires juridiques et administratives (règlementation)(version consolidée) (1970) expliquant comment les lois israéliennes doivent être appliquées à Jérusalem ; permettant les revendications de propriété juives pré-1948 à Jérusalem Est mais non les revendications de propriétés palestiniennes pré-1948 à Jérusalem Ouest ;</i></p> <p><i>Loi fondamentale « Jérusalem unifiée, capitale d'Israël » (1980) ;</i></p> <p><i>Loi sur la régularisation des colonies en Judée Samarie 5777-2017 (6 février 2017).</i></p>
<p><i>Permettre une appropriation irréversible de la terre et des biens palestiniens pour « l'État juif » et le « peuple juif »</i></p>	<p><i>Loi sur la propriété des absents (1950) ;</i></p> <p><i>Loi sur l'Autorité de développement (transfert de propriété) (1950) ;</i></p> <p><i>Ordonnance sur l'acquisition de terres pour des objectifs publics (loi du mandat britannique de 1943) ;</i></p> <p><i>Loi d'acquisition de terres (validation des actes et compensations) (1953) ;</i></p> <p><i>Loi sur le Keren Kayemet Le-Israël/JNF(1953) ;</i></p> <p><i>Convention avec l'Exécutif sioniste (1954) ;</i></p> <p><i>Loi fondamentale : les terres israéliennes (1960) ;</i></p> <p><i>Loi d'administration de la terre d'Israël (1960) ;</i></p> <p><i>Loi sur l'administration des terres (réforme foncière) (2009)</i></p>

<p>Garantir la « nationalité juive » supérieure de à la population juive d'Israël ;</p> <p>Définir Israël comme l'État du « peuple juif » ; protéger le « caractère juif » de l'État des contestations politiques et juridiques</p>	<p>Loi du retour et loi (1950) sur la citoyenneté israélienne (1952) : garantissant à tout Juif en Israël, dans les TPO et à l'étranger, le statut supérieur et les droits des nationaux juifs d'Israël, dont le droit d'immigrer avec leur famille et l'accès automatique à la nationalité ;</p> <p>Loi sur le statut de l'Organisation Sioniste Mondiale – Agence Juive (1952) ;</p> <p>Loi sur l'État-Nation juif »(2018) ;</p> <p>Loi fondamentale : la Knesset (1958), Section 7A : vu que, entre autres, Israël est un « État juif », permettre l'exclusion d'élections parlementaires les partis politiques qui contestent ce principe ;</p> <p>Loi fondamentale : Dignité Humaine et Liberté (1992) délimitant les droits humains fondamentaux, y compris le droit à l'égalité, sous réserve que ces droits soient conformes aux valeurs d'Israël comme « État juif et démocratique ».</p>
---	--

<p><i>Conférer un statut et des droits différents, toujours inférieurs, dans le pays aux populations palestiniennes</i></p>	<p><i>Loi sur la citoyenneté israélienne (1952) : privant (les descendants de)réfugiés palestiniens de la citoyenneté et de tous les droits dans leur pays ; définissant les Palestiniens présents en Israël comme « citoyens israéliens » sans les droits d'une nationalité ni d'un groupe ;</i></p> <p><i>Loi de l'entrée en Israël (1952) et règlementation de l'entrée en Israël (1974) : définissant les Palestiniens de Jérusalem Est occupée comme « résidents permanents » sans droit permanent au séjour ni au regroupement familial ;</i></p> <p><i>Loi sur la citoyenneté et l'entrée en Israël (2003, amendée en 2007) : interdisant le droit de résidence via le regroupement familial en Israël et dans Jérusalem Est occupée avec des conjoint.e.s et des enfants de Cisjordanie, de la bande de Gaza et de pays arabes désignés ;</i></p> <p><i>Loi sur les Comités d'admission (2011) :elle permet des villages ruraux juifs à ne pas accepter des Palestiniens voulant y vivre, privant les Palestiniens du droit au logement et à la terre de l'État.</i></p>
<p><i>Restreindre le développement, permettre la destruction de maisons et villages palestiniens</i></p>	<p><i>Loi sur l'aménagement et la construction au niveau national (1965) et lois associées du domaine de l'aménagement, du zoning et de la construction</i></p>

Permettre la restriction de la liberté d'expression et d'association, la liberté de mouvement comme la privation de liberté physique et le droit à des procès justes pour ceux qui s'opposent à l'apartheid et au colonialisme; Permettre et réglementer l'annexion du territoire palestinien occupé en 1967

État d'urgence (1948, toujours en vigueur) ; Règles de la défense (urgence) (1945) ; ordonnance de prévention du terrorisme (1948) ; Loi pour combattre le terrorisme (2016) ; Loi sur la Nakba (2011) ; Loi contre le boycott (2011) ; Loi sur le financement de gouvernements étrangers (2011) ; Loi sur la transparence des ONG (2016) ; Loi sur l'entrée en Israël (amendement n°27, refusant le visa et le permis de séjour aux défenseurs du boycott d'Israël) de 2017

Pour plus de détails sur ces lois israéliennes et d'autres, voir :
Adalah «Base de données des lois discriminatoires »

<https://www.adalah.org/en/content/view/7771>

L'application de ce système de lois racistes et de jurisprudence ne se limite pas au territoire d'Israël internationalement reconnu parce qu'il est mis en œuvre dans tout le territoire sous administration ou contrôle effectif d'Israël, c'est à dire en Israël depuis 1948 et dans les TPO depuis 1967. Il est étendu dans les OPT de plusieurs manières : annexion *de jure* (Jérusalem Est) fondée sur des lois qui donnent pouvoir aux gouvernements israéliens d'étendre la compétence d'Israël à l'ensemble des TPO ; application personnelle du droit intérieur israélien aux colons et aux visiteurs juifs et application progressive aux colonies de Cisjordanie (« annexion rampante *de facto* ») ; et par la « canalisation », qui veut dire l'incorporation d'éléments du droit civil israélien dans les ordres militaires principalement dirigés vers la population palestinienne des TPO.

Traduction SF pour BDS France

Les Palestiniens exhortent l'Association irlandaise de football à annuler le match « amical » avec l'Israël de l'apartheid

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël/Irlande(PACBI) – 27 juillet 2018

Organiser un match amical avec Israël, c'est envoyer le message que briser les rêves des footballeurs palestiniens n'est pas important. Les Palestiniens exhortent l'Association irlandaise de football à prendre position en faveur de la justice et à annuler son match amical avec Israël.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël appelle l'Association irlandaise de football à annuler son match « amical » entre l'Irlande du Nord et Israël, prévu le 11 septembre 2018.

Israël utilise les événements sportifs internationaux pour soutenir son image défaillante alors qu'il se trouve de plus en plus isolé en raison de son mépris flagrant des droits des Palestiniens.

Le 30 mars 2018, les tireurs d'élite israéliens ont tiré sur le footballeur Muhammad Khalil Obeit, le blessant dans les deux genoux. Lui et des dizaines de milliers de Palestiniens à Gaza manifestaient pacifiquement contre le déni d'Israël de leur droit, consacré par les Nations-Unies, au retour dans leurs foyers, et contre son siège de plus en plus dur contre

Gaza. Ce siège à lui seul empêche les athlètes palestiniens de recevoir les soins indispensables pour leurs blessures avec, comme conséquences, des amputations et des handicaps à vie.

En 100 jours, Israël a tué plus de 130 manifestants palestiniens à Gaza, et en a blessé plus de 14 000, beaucoup étant maintenant handicapés à vie. Gaza a une équipe de football, nouvelle formée, composée uniquement de joueurs amputés. Près de 90 % de ses joueurs ont perdu au moins un membre à cause des violentes attaques militaires d'Israël sur la population civile.

La Fédération israélienne de football comprend six équipes qui sont basées dans des colonies de peuplement illégales et qui privent les Palestiniens de leurs ressources et poussent les familles palestiniennes hors de leurs terres. Israël démolit les maisons et des communautés entières palestiniennes pour faire la place à ces colonies racialement exclusives sur des terres volées.

Les familles palestiniennes sont séparées de leurs terres et les unes des autres par le mur d'apartheid d'Israël. Des check-points militaires et les refus de permis pour voyager empêchent les Palestiniens de voyager librement vers, depuis et à l'intérieur de notre pays d'origine, et notamment les athlètes de se déplacer pour les matchs de championnat.

Des soldats israéliens enlèvent des enfants palestiniens, en pleine nuit, lors de raids terrifiants. Israël retient en détention actuellement près de 300 enfants palestiniens dans des prisons où la torture a été amplement documentée.

Et ce n'est là qu'un petit échantillon d'une oppression violente de 70 années contre les Palestiniens. C'est cela qu'Israël espère tenir à l'écart.

Organiser un match amical avec Israël, c'est envoyer le message que le massacre aveugle des Palestiniens par Israël est acceptable ; que briser systématiquement les rêves de

jeunes footballeurs palestiniens qui promettent n'est pas important. Pire même, cela donne à Israël le feu vert pour poursuivre ses crimes, *en toute impunité*.

La société civile palestinienne a appelé à ne pas faire comme si de rien n'était avec Israël, aussi longtemps qu'il dénie les droits de l'homme des Palestiniens. L'Association irlandaise de football a le pouvoir d'annuler ce match amical, contrairement aux matchs officiels sous l'égide de la FIFA, et de se placer du bon côté de l'histoire.

Le mois dernier, l'équipe nationale d'Argentine a annulé le match amical avec Israël. L'attaquant Gonzalo Higuain, « El Pipita », a dit que « *la meilleure chose à faire, c'était ne pas aller en Israël* ». Plus de la moitié d'une délégation de joueurs de la NFL (Ligue nationale de football américain) s'est retirée d'un voyage parrainé par le gouvernement israélien en 2017.

Les boycotts sportifs ont joué un rôle important dans la remise en cause de l'apartheid sud-africain. Un nombre croissant de personnalités sportives reconnaissent aujourd'hui qu'Israël utilise les compétitions d'athlétisme pour laver, par le sport, ses attaques contre les Palestiniens, et elles refusent d'y prendre part.

Nous exhortons l'Association irlandaise de football à prendre position en faveur de la justice et à annuler son match amical avec Israël.

Il n'y a rien d'amical dans l'oppression par Israël des Palestiniens. Jusqu'à ce que les Palestiniens puissent vivre dans la liberté, la justice et l'égalité, il n'y a pas de place pour les « matchs amicaux » avec l'apartheid israélien.

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël.

<https://bdsmovement.net/nothing-friendly>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Non à la saison France-Israël à Marseille !

Dans le cadre de la saison croisée France-Israël 2018, l'Alcazar, bibliothèque municipale de Marseille, organisait le 21 juillet une conférence en accès libre sur le jazz israélien intitulée : « un état des lieux du jazz aujourd'hui en Israël », par Barak Weiss, directeur artistique du Festival de Tel-Aviv.

Nous sommes une douzaine de militant-e-s BDS, bien préparé-e-s par notre lecture des différentes interviews de Barak Weiss, pas vraiment un fanatique de la politique de Netanyahu, on pourrait même dire un sioniste de gauche. Nous entrons dans la salle de conférence en petits groupes, tous et toutes chargé-e-s d'intervenir au bon moment pour dénoncer cette récupération de la culture par le gouvernement israélien pour redorer son image ! Notre action ne vise pas les artistes israéliens qui sont les bienvenus à titre personnel mais PAS dans le cadre du blanchiment des crimes de l'apartheid israélien.

Une petite centaine de personnes dans la salle, un public majoritairement féminin, âgé, quelque peu ignorant de ce que le Jazz a pu représenter, n'ayant sans doute pas pris le temps de lire l'entretien de Barak Weiss: « le jazz américain est toujours associé aux aspects sociaux et politiques des choses. » Notre première intervention, celle de Samhar réfugié de

Safed en Palestine, provoque de sérieux remous dans ce public persuadé que la musique n'est pas politique, affichant par là son ignorance et sa prise de position bien politique, elle, puisque nous entendrons, pendant chacune de nos interventions, des hurlements et insultes en hébreu, des accusations portant sur le « Ramas » ... Lorsque l'un.e d'entre nous s'assoit un.e autre se lève, une image de balle « papillon » est brandie, plus loin un portrait de Razzan secouriste assassinée ou de Salah Hamouri notre compatriote détenu sans procès .

Plusieurs personnes quittent la salle, un bon nombre pour manifester leur désapprobation de cette utilisation « propagandaire » de la culture. Des vigiles de l'entreprise Onet sont appelés en renfort et tentent de nous convaincre de quitter la salle. En vain ! Sous la contrainte nous ne sortirons pas ! Nous signifions que nous partirons sitôt que Barak Weiss aura donné sa position sur cette opération. Il prend finalement la parole et se lance dans un gloubi-boulga peu explicite où sa seule réponse est de nous demander de rester pour l'écouter... mais ce n'est pas de chance, on nous expulse et nous devons quitter la salle avec au moins un agent de « sécurité » qui tente, en vain, de faire son Alexandre Benalla alors que les autres restent extrêmement courtois

A 20h, c'est au MUCEM que se retrouve BDS France Marseille pour distribuer des tracts à l'entrée du Fort St Jean qui présente, dans le cadre du festival Marseille Jazz des Cinq continents, quatre concerts avec, en tête d'affiche, le trompettiste israélien Avishai Cohen. Nous avons là l'occasion d'entamer de belles discussions sur la culture comme outil de propagande, au moins trois sionistes excitées et trois fois plus de francs soutiens dont un « S'ils veulent redorer leur image par la culture, ils vont avoir du boulot ! » Et nous, nous allons leur compliquer la tâche, nous continuerons à la rentrée nos actions d'appel au boycott puisque la saison France-Israël se poursuit jusqu'en novembre !

Nous laissons le mot de la fin à Barack Weiss : « Je peux vous

dire qu'il y a des musiciens de jazz de renommée mondiale qui ne veulent pas venir en Israël à cause de la situation politique. » SIC !!!!

La Campagne BDS France participe à l'Université d'été solidaire et rebelle des mouvements sociaux et citoyens à Grenoble

La Campagne BDS France participe à l'[Université d'été solidaire et rebelle des mouvements sociaux et citoyens](#) qui se tient à Grenoble du 22 au 26 août 2018.

Programme BDS France et partenaires :

> **Vendredi 24 août à 10 h : déambul'action.**

Balade à pieds dans le centre-ville de Grenoble à la découverte des lieux emblématiques de la collaboration des entreprises françaises avec le régime d'apartheid israélien. Prises de paroles, rencontres avec les dirigeants des établissements visités, distribution de tracts...

[Plus d'informations](#)

—
> **Jeudi 23 août de 9h30 à 11h45 : Des entreprises françaises complices de la colonisation israélienne.**

La colonisation des terres palestiniennes constitue le principal obstacle à une paix juste et durable. Les colonies sont illégales au regard du droit international. Elles constituent un crime de guerre. Or plusieurs entreprises françaises concourent directement à la colonisation : banques françaises ayant des liens avec des banques et entreprises israéliennes acteurs de la colonisation, entreprises du secteur des transports publics engagées dans des projets

renforçant la colonisation à Jérusalem-Est, distributeurs de produits des colonies. Nous vous présenterons les campagnes citoyennes en cours pour les dénoncer et pour les contraindre à cesser leurs activités.

Coorganisé par BDS France et AFPS

[Plus d'informations](#)

> Vendredi 24 août de 14h15 à 16h30 : Impact de l'occupation militaire sur les enfants palestiniens et résilience.

Les enfants en Palestine occupée : les défis que présente le bien-être des enfants à Gaza, à Jérusalem-Est et en Cisjordanie.

Conférence de Samah Jabr avec une projection partielle du film *Derrière les murs* et débat – Le film sera également projeté en soirée dans une salle de l'agglomération grenobloise

Cette présentation décrit les conditions de vie des enfants dans le contexte de Gaza, de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie, en particulier les défis posés par les problèmes psychosociaux provoqués par l'occupation. Ces conditions de vie englobent la blessure directe causée par les tirs et les bombardements mais aussi l'impact indirect et très fort de leurs conséquences : pauvreté, fragmentation sociale et développement humain rendu impossible. On examine l'impact de l'occupation au regard de l'impossibilité des familles de protéger leurs membres, de les nourrir et de faciliter pour chacun un développement optimal, plus particulièrement à cause de la prévalence du deuil. Certains problèmes qui semblent spécifiques à la Palestine, tels que la prévalence des arrestations et de l'emprisonnement des enfants, sont discutés. On débatera à partir d'une présentation des services de santé mentale pour les enfants et d'exemples de programmes novateurs. La présentation tentera de faire des recommandations pour des interventions sociopolitiques visant à améliorer le bien-être des enfants en Palestine. «

Coorganisé par BDS France, AFPS et UJFP

[Plus d'informations](#)

> Samedi 25 août de 14h15 à 16h30 : France/Israël, l'argument sécuritaire en question.

L'atelier traitera des politiques répressives et liberticides en France et en Israël. Israël invoque les menaces à sa sécurité pour justifier l'ensemble de sa politique d'apartheid, de la colonisation de la Palestine au refus

absolu du retour des réfugiés. En France c'est la menace terroriste qui sert à justifier la restriction des libertés publiques et qui conduit à l'israélisation de la société. Exploitant les « champs expérimentaux » que représentent Gaza et la Cisjordanie, Israël développe une industrie militaire et de sécurité, et vend de par le monde son modèle d'État sécuritaire. L'atelier cherchera les réactions nécessaires aux collaborations militaires et sécuritaires entre la France, l'Europe et Israël. Les échanges entre les analystes et les acteurs de la solidarité internationale présents permettront une vision complète de la situation. On cherchera comment structurer et amplifier la campagne d'embargo militaire contre Israël que mène le mouvement BDS.

Coorganisé par BDS France, AURDIP et AFPS

« Israël se déclare effectivement comme un état d'apartheid »

19 juillet 2018

/ Par [Palestinian Boycott, Sanctions and Divestment National Committee \(BNC\)](#), Adalah, Najwan Berekdar, Omar Barghouti /

La société civile palestinienne réagit à la loi « Israël comme Etat-nation juif » « qui définit sans ambiguïté Israël comme un état appartenant exclusivement au peuple juif ». Ceci en dépit du fait qu'un citoyen d'Israël sur cinq est un

Palestinien autochtone, non juif.

CONTACT: media@bdsmovement.net

19 juillet 2018 – Les législateurs israéliens ont donné aujourd'hui leur approbation définitive au projet de loi « [Loi fondamentale : Israël comme Etat-nation du peuple juif](#) » qui définit sans ambiguïté Israël comme un état appartenant exclusivement au « peuple juif ». Ceci en dépit du fait qu'un citoyen d'Israël sur cinq est un Palestinien autochtone, non juif. Les membres palestiniens de la Knesset israélienne ont condamné la loi, qui jouit d'un pouvoir constitutionnel, en tant que « loi d'apartheid ».

Adalah, une importante organisation pour les droits humains palestiniens en Israël, [décrit](#) comment la loi « établit le principe d'apartheid en matière de logement, de terres et de citoyenneté ». Elle conclut que « cette loi entérine constitutionnellement la discrimination institutionnalisée ». Najwan Berekdar, un citoyen palestinien d'Israël, a réagi ainsi : « En tant que citoyen palestinien de cet état, cette loi entérine pour moi une citoyenneté de troisième ordre dans un pays où ma famille a vécu depuis des générations, bien avant même que l'état d'Israël n'existe.

La majorité juive-israélienne nous rappelle bruyamment que nous citoyens palestiniens autochtones d'Israël ne sommes pas les bienvenus dans la propre patrie de nos ancêtres. Mon peuple a toujours souffert du racisme légalisé de l'état d'Israël et de ses institutions, mais cette loi fait de la réalité de notre apartheid une loi de ce pays, comme jamais auparavant.

En tant que « non juifs », nous n'avons déjà pas le droit d'acheter ou de louer des terres sur 93% du territoire contrôlé par l'Etat d'Israël, et beaucoup de nos communautés sont déclarées « non reconnues » et détruites au bulldozer par l'armée israélienne. J'ai reçu une éducation racialement

ségréguée et inférieure dans un système scolaire qui privilégie visiblement les Israéliens juifs.

Israël nous dépouille maintenant de tout semblant de droits égaux, sur la seule base de notre identité ethno-religieuse.

Il rétrograde même notre langue qui était jusqu'alors l'une des deux langues officielles de l'état. »

Omar Barghouti du Comité national palestinien BDS a commenté :

« Une famille palestinienne devant les ruines de leur maison à Umm al-Hiran, une communauté palestinienne que le gouvernement israélien détruit afin de pouvoir construire à sa place une ville réservée aux Juifs israéliens. Les résidents de Umm al-Hiran sont citoyens israéliens. Israël a des dizaines de [lois racistes](#), y compris [quelques-unes](#) qui correspondent de manière frappante à la définition de l'apartheid par les Nations Unies. Mais avec le pouvoir constitutionnel de cette Loi fondamentale, Israël se déclare effectivement comme un état d'apartheid et laisse tomber son masque délabré de démocratie.

A partir de maintenant, il ne sera pas seulement légal d'exercer une discrimination raciale contre les citoyens palestiniens autochtones de l'état. Ce sera rendu constitutionnellement obligatoire et requis. Cela devrait provoquer les gens, les institutions et les gouvernements à faire rendre des comptes à Israël. »

Omar Barghouti conclut :

« S'il y a jamais eu un temps pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre le système d'oppression d'Israël, c'est bien maintenant. L'adoption officielle par Israël de l'apartheid ouvre une porte au peuple palestinien, aux nations arabes et à nos alliés dans le monde entier pour faire pression sur les Nations Unies afin qu'elles activent leurs lois anti-apartheid et imposent de sérieuses sanctions à Israël comme celles qu'elles ont imposées à

l'Afrique du Sud.

Nous redoublerons nos efforts pour que grandisse encore le mouvement BDS en faveur des droits palestiniens pour faire rendre des comptes à Israël pour tous ses crimes contre notre peuple. Aucune loi israélienne n'effacera notre droit à l'auto-détermination dans notre patrie ou le droit à nos réfugiés de retourner chez eux. Aucun gouvernement israélien d'extrême-droite, avec tout le soutien aveugle qu'il reçoit des forces xénophobes et ouvertement fascistes des Etats-Unis et d'Europe, n'éteindra notre aspiration à la liberté, à la justice et à l'égalité. »

Le Comité national palestinien BDS ([BNC](#)) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement global de Boycott, désinvestissement et sanctions en faveur des droits palestiniens.

Source :
<https://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cisrael-effectively-declares-itself-apartheid-state%E2%80%9D>

Des organisations juives mondiales approuvent le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions

Par cette lettre, nous joignant à de multiples organismes internationaux de lutte pour la justice sociale, nous

dénonçons la prise pour cible systématique des organisations qui défendent les droits des Palestiniens et particulièrement le mouvement non violent de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS). Sous couvert d'accusations cyniques et erronées d'antisémitisme, ces attaques confondent dangereusement le racisme anti-Juif avec l'opposition aux politiques d'Israël et à son système d'occupation et d'apartheid.

Nous assistons à l'essor alarmant de régimes autoritaires et xénophobes, au premier rang desquels se trouve le gouvernement dirigé par Donald Trump. Ces régimes, tout en s'alliant avec le gouvernement d'extrême-droite d'Israël, font cause commune avec des mouvements racistes et suprémacistes blancs dans leurs propres pays.

Or notre histoire nous a trop bien enseigné les dangers que représente la montée de partis et de gouvernements fascistes et ouvertement racistes. L'essor des discours et des attaques antisémites est un élément de cette tendance générale.

Dans une telle période il est donc plus que jamais essentiel de distinguer clairement les agressions ou les préjugés à l'égard des Juifs des critiques légitimes de la politique d'Israël et de l'injustice de son système.

La définition de l'antisémitisme donnée par l'Alliance Internationale pour la Mémoire de l'Holocaust (International Holocaust Remembrance Alliance), et largement adoptée ou prise en compte par les gouvernements occidentaux, est formulée de telle façon qu'il est facile pour ces derniers d'assimiler intentionnellement les critiques légitimes à l'égard d'Israël à de l'antisémitisme, afin de pouvoir mieux les réprimer.

Cet amalgame affaiblit non seulement la lutte des Palestiniens pour la justice, la liberté et l'égalité, mais également la lutte contre l'antisémitisme même. Quant à Israël, cela lui offre une défense opportune, qui lui évite de se plier au

droit ou aux normes internationales régissant les droits humains.

Nous exhortons instamment nos gouvernements, nos mairies, nos universités et autres institutions à rejeter la définition de l'antisémitisme donnée par l'Alliance Internationale pour la Mémoire de l'Holocauste. En revanche, nous les appelons à prendre des mesures efficaces afin de combattre la haine et la violence des mouvements suprémacistes et nationalistes, et à mettre un terme à toute complicité avec les violations des droits humains perpétrées par Israël. Israël ne nous représente pas et n'est pas apte à parler en notre nom alors qu'il se rend coupable de crimes contre les Palestiniens et leur nie les droits décrétés par les Nations Unies.

Le mouvement BDS, porté par la société civile palestinienne pour la défense de ses droits, nommé pour le Prix Nobel de la Paix, a prouvé son engagement continu dans la lutte contre l'antisémitisme et contre toute forme de racisme et d'intolérance, en vertu de son attachement à la Déclaration Universelle des Droits Humains.

Parmi les organisations signataires suivantes, certaines soutiennent pleinement le mouvement BDS, d'autres en partie, d'autres enfin n'ont pas adopté de position officielle sur BDS. Mais nous affirmons tous que l'appel du mouvement BDS représente un ensemble d'outils et de stratégies, qui ne doit en aucun cas être considéré comme de l'antisémitisme.

Signé par:

Academia4equality (Israel)
Boycott from Within (Israeli citizens for BDS)
Coalition of Women for Peace (Israel)
Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine (Strasbourg, France)
Dayenu: New Zealand Jews Against Occupation (New Zealand)

Een Ander Joods Geluid (A Different Jewish Voice) (The Netherlands)
Een Andere Joodse Stem – Another Jewish Voice (Flanders, Belgium)
European Jews for a Just Peace
Free Speech on Israel
Gate48 – critical Israelis in the Netherlands
Independent Jewish Voices (Canada)
Independent Jewish Voices (UK)
International Jewish Anti-Zionist Network
Jewish Anti-Fascist Action Berlin (Germany)
Jewish Voice For Labour (UK)
Jewish Voice for Peace (USA)
Jewish Voice for Peace members in London (UK)
Jews Against Fascism (Melbourne, Australia)
Jews for Justice for Palestinians (UK)
Jews for Palestinian Right of Return
Jews of Color & Sephardi and Mizrahi Jews in Solidarity w/ Palestine (USA)
Jews Say No! (USA)
JIPF – Judar för Israelisk Palestinsk Fred (Sweden)
Jüdische Stimme für gerechten Frieden im Nahost e.V. (Germany)
Justice for Palestinians Los Otros Judíos (Argentina)
Manchester Jewish Action for Palestine (UK)
Quebrando Muros – Judeus Brasileiros Pela Descolonização da Palestina (Brazil)
SEDQ Network- A Global Jewish Network for Justice
South African Jewish Voices for a Just Peace (South Africa)
South African Jews for a Free Palestine (South Africa)

Union des progressistes juifs de Belgique (Saint-Gilles, Belgium)United Jewish People's Order (UJPO)-Canada

Union Juive Française pour la Paix (France)

Source

:
<https://jewishvoiceforpeace.org/global-jewish-organizations-affirm-the-boycott-divestment-and-sanctions-movement/>

(texte en anglais, hébreux et espagnol)

Défendre le droit au BDS

À toutes celles et tous ceux qui nous soutiennent,

Le gouvernement d'extrême-droite d'Israël s'efforce sans relâche de diffamer et de criminaliser la solidarité avec le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, qui a été proposé pour le Prix Nobel de la paix.

Israël cherche à restreindre et à censurer le soutien au BDS avec l'aide de cabinets d'avocats, de personnalités politiques et de gouvernements dans plusieurs pays. Il a également mobilisé ses ambassades, ses services de renseignement et ses groupes de pression pour réprimer la liberté d'expression et notre droit de pratiquer le boycott afin de faire progresser la justice.

Aujourd'hui, nous avons besoin de votre soutien pour défendre le droit au BDS.

[Donnez pour protéger notre droit de contester pacifiquement l'occupation militaire et l'apartheid pratiqués par Israël](#)

La vague de répression sans précédent déclenchée par Israël ne nous a pas découragés. Le mouvement BDS est en plein essor et atteint de nouveaux sommets.

Au cours des six derniers mois, nous avons mis en échec un effort concerté d'Israël et de ses groupes de pression pour empêcher un représentant du mouvement BDS de prendre la parole devant le Parlement européen.

Un rapport commandé par le gouvernement écossais a conclu que les actions de boycott d'Israël sont protégées par les lois relatives à la liberté d'expression. Les Démocrates de Californie ont rejeté un projet de loi fédéral qui visait à restreindre la campagne pour le BDS.

Le droit au BDS a été défendu par l'Union européenne, des centaines de juristes européens, l'Union américaine pour les libertés civiles (American Civil Liberties Union, ACLU), des centaines d'ONG européennes, plus de deux cents rabbins et plusieurs gouvernements européens.

Si la guerre menée par Israël contre la solidarité avec les Palestiniens est aujourd'hui la plus grave remise en cause de la liberté d'expression en Occident, le respect du droit au BDS est un test décisif permettant de juger du respect de cette liberté.

[Votre don nous permet de protéger la défense des droits des Palestiniens contre les manœuvres d'intimidation d'Israël.](#)

Nous continuerons à développer le mouvement du BDS jusqu'à ce que les droits des Palestiniens soient respectés.

En solidarité,

Ana et Hind

Comité national palestinien Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC)

Le Comité national palestinien Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC) est la coalition la plus vaste au sein de la société civile palestinienne. Il anime et soutient le mouvement mondial Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens.

Traduction SM pour BDS France

Des artistes boycottent le festival allemand de la Ruhrtriennale, qui s'oppose aux droits des Palestiniens

[Ali Abunimah Activism and BDS Beat](#) 18 juin 2018

Roger Waters, rockeur légendaire, a exprimé son soutien aux [Young Fathers](#), groupe qui s'est vu exclu d'un festival musical allemand pour avoir soutenu les droits des Palestiniens.

Au même moment, d'autres artistes expriment leur solidarité avec les Young Fathers en annulant leur participation à la Ruhrtriennale, festival parrainé par les autorités du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie.

En France, dans une situation de répression constante, des militants et des universitaires intensifient leur protestation

contre l'attitude du gouvernement français qui se montre complice des massacres de Palestiniens commis par Israël.

“D’abord, respect aux Young Fathers”, a tweeté Waters, qui demande pourquoi la Ruhrtriennale a décidé de “prendre ses distances du mouvement BDS sur tous les plans ?”

First respect to the [@Youngfathers](#)

Question? Why does [@ruhrtriennale](#) “distance itself in all forms from the [@BDSmovement](#)”?

BDS is an international non-violent protest movement that seeks to promote equal human and civil rights for all people everywhere. <https://t.co/LChtZPebA6> pic.twitter.com/A2P06mJ7Fk

– Roger Waters (@rogerwaters) [14 juin 2018](#)

Selon Waters, la campagne du BDS – boycott, désinvestissement et sanctions –, impulsée par les Palestiniens, est “un mouvement international de protestation non violente dont le but est de promouvoir des droits humains et civiques égaux pour les hommes et les femmes du monde entier.”

La semaine dernière, la Ruhrtriennale [a annulé](#) le spectacle des Young Fathers programmé au mois d’août parce que cette formation très appréciée, basée en Écosse, refusait de renoncer à son soutien au BDS.

Le groupe considère comme une “décision erronée et profondément injuste” la demande faite à des artistes de “prendre des distances à l’égard de [leurs] principes de défense des droits humains pour que le concert puisse avoir lieu.”

D’autres artistes sont d’accord. Dimanche, Sherif Sehnaoui, Mazen Kerbaj, Tony Elieh et Raed Yassin, de Beyrouth, qui participent aux projets [Wormholes](#) et [,A’ Trio](#), ont annoncé qu’ils retireraient les spectacles prévus à la Ruhrtriennale.

We're withdrawing [@tonyelieh](#) [#HassanKhan](#) [@mazenkerbaj](#) [@RaedYassin](#) [#SupportYoungFathers](#) pic.twitter.com/G8u63s7aX6

– Sharif Sehnaoui (@SharifSehnaoui) [17 juin 2018](#)

Hassan Khan, musicien du Caire, s'est associé à leur déclaration ; il devait [donner un concert](#) à la Ruhrtriennale en compagnie de Tarek Atoui, en septembre. On ne sait pas si Atoui se produira en solo.

“Malheureusement, dans les circonstances actuelles, nous ne pourrions avoir la conscience tranquille en nous produisant dans un contexte où nos collègues ont subi une sanction publique pour avoir exercé leur droit d'exprimer de manière pacifique une position politique”, ont affirmé les cinq artistes.

Strongly disagree with [@ruhrtriennale](#) decision to cancel [@Youngfathers](#). Silencing the right of artists to voice political opinion & campaign for human rights. Puts other artists at the festival in v tough position- some have already quit in solidarity <https://t.co/R4uhfaI4MR>

– kate molleson (@KateMolleson) [18 juin 2018](#)

Kate Molleson, journaliste spécialiste de musique et animatrice radio à la BBC, s'est élevée contre l'annulation des Young Fathers par la Ruhrtriennale, tweetant que cet acte revient à “étouffer le droit des artistes à exprimer une opinion politique et à se mobiliser pour les droits humains.”

Cette décision “met les autres artistes du festival dans une position très difficile – certains se sont déjà retirés par solidarité”, a souligné Molleson.

Des défenseurs des droits des Palestiniens ont qualifié la décision de “maccarthysme” et ont appelé au boycott de la Ruhrtriennale.

Palestinians call for boycott of German [@ruhrtriennale](#)

festival, accuse it of McCarthyism over cancellation of Young Fathers' gig due after award-winning band stood firm in their support of Palestinian rights and BDS [#SupportYoungFathers](https://t.co/I0eFftTrKL) <https://t.co/I0eFftTrKL> [pic.twitter.com/SdFggjFgaF](https://t.co/I0eFftTrKL)

– PACBI (@PACBI) [18 juin 2018](#)

Les organisateurs de la Ruhrtriennale ont pris les Young Fathers pour cible parce que ce groupe, parmi d'autres, a boycotté l'an dernier le festival [Pop-Kultur](#), tenu à Berlin, après qu'il eut accepté un parrainage de l'ambassade d'Israël.

Pop-Kultur affronte de nouveau un [boycott croissant](#) cette année parce que ce festival persiste à s'associer au gouvernement israélien.

Intolérance allemande

Le mouvement du BDS a pour but de faire pression sur Israël pour l'amener à respecter les droits des Palestiniens, notamment en organisant le boycott d'événements culturels soutenus par le gouvernement israélien, et ce mouvement s'est [exprimé clairement](#) au sujet de ses principes universalistes et antiracistes.

Pourtant Israël et ses groupes de pression essaient de faire passer le BDS pour illégitime et de présenter calomnieusement les personnes qui utilisent la tactique du boycott comme motivées par la haine anti-juive et non par l'opposition à la politique israélienne d'occupation militaire, de vol des terres pour y installer des colonies de peuplement, de [massacres réguliers de civils](#) et d'instauration d'un [système d'apartheid complet](#) envers les Palestiniens.

L'intolérance officielle à l'égard de celles et ceux qui estiment que les Palestiniens doivent bénéficier de droits égaux à part entière est [particulièrement forte en Allemagne](#), où les élites convertissent leur sentiment de culpabilité

découlant de l'extermination des Juifs par les Nazis en un soutien inconditionnel à Israël.

Roger Waters a été lui-même en butte à des campagnes de dénigrement en Allemagne. La semaine dernière il a répliqué à Dieter Reiter, maire de Munich, qui [accusait le rockeur](#) de "provocations antisémites" avant un concert qu'il devait donner dans cette ville.

Dieter Reiter, the Mayor of Munich, has issued a press release denouncing me as anti-Semitic.

The Mayor claims I make increasingly hateful anti-Semitic remarks.

I stand for human rights.

Here is what I said 2 nights ago in Cologne unedited:
<https://t.co/1fDW8rY8yJ> pic.twitter.com/dGvLqxpweE

– Roger Waters (@rogerwaters) [13 juin 2018](#)

Le maire a affirmé que Waters ne serait pas autorisé, à l'avenir, à jouer dans la salle de l'Olympiahalle.

Par l'intermédiaire d'un avocat, Waters a demandé que cette imputation calomnieuse soit retirée, mais elle [figure toujours](#) sur le site officiel de la ville.

La semaine dernière [8 et 9 juin], lors de concerts dans la ville française de Nanterre, Waters, fortement applaudi, s'est prononcé publiquement en faveur des droits du peuple palestinien. Il a condamné les poursuites intentées contre des militants du BDS par les autorités françaises, soulignant que ces personnes n'avaient pas commis d'autres actes que ce qu'il faisait lui-même – inciter la société civile à agir pacifiquement pour soutenir les droits des Palestiniens.

"Alors, où êtes-vous, les flics?" s'est exclamé Waters, en désignant les policiers par ce mot d'argot français, "venez,

emmenez-moi dans votre putain de prison.”

Voir la vidéo en tête de cet article.

Protestations parisiennes

Dimanche [17 juin] la répression étatique des actions de solidarité avec la Palestine s’est affichée de façon indigne, lorsque la police parisienne a [empêché par la force](#) deux bateaux appartenant à une flottille humanitaire à destination de Gaza d’accoster sur les quais de la Seine, comme l’a signalé le magazine en ligne Orient XXI.

Pendant ce temps, des universitaires [demandent à l’Académie française des Sciences](#) de rompre avec la [Saison France-Israël](#), série d’évènements parrainée par les deux gouvernements pour promouvoir l’image d’Israël.

L’[AURDIP](#), groupement d’universitaires qui soutiennent les droits des Palestiniens, s’oppose à une rencontre prévue pour le 19 juin avec la participation de lauréats du Prix Nobel, d’étudiants français et de représentants d’universités israéliennes menant des recherches sur les armements.

Cette journée “a un parfum de propagande politique pour Israël”, déclare l’AURDIP. “Mettre ainsi à l’honneur un État qui enferme dans un ghetto une population de 2 millions d’habitants et tire sur la foule lorsque celle-ci tente de rompre son joug est inacceptable”, souligne l’AURDIP en évoquant les massacres de Palestiniens commis récemment par Israël à Gaza.

Call on [@AcadSciences](#) to withdraw from France-Israel Season <https://t.co/5xcw7AZQPP> pic.twitter.com/0hkjTANQVX

– PACBI (@PACBI) [16 juin 2018](#)

France: University professors urge French Academy of Science

([@AcadSciences](#)) to withdraw from the France-Israel Season, « an exercise in political propaganda in support of Israel. » <https://t.co/ID0MQv5tV1> pic.twitter.com/SdVLx1DWLt

– PACBI (@PACBI) [18 juin 2018](#)

À Paris, la semaine dernière, des militants de BDS France ont [protesté](#) contre le salon de l'armement [Eurosatory](#) parrainé par le gouvernement.

[Des dizaines de sociétés israéliennes](#), et notamment celle qui fabrique un fusil d'assaut utilisé à Gaza pour tuer des manifestants non armés, comptaient parmi les exposants.

Plusieurs groupes, parmi lesquels l'Association France Palestine Solidarité et les Quakers, ont participé aux actions.

Interventions de BDS France, hier, lors de la manifestation contre la tenue du salon de l'armement Eurosatory.

« Israël est l'un des plus importants exposants de ce marché de la mort. Il teste ses armes sur les Palestinien·ne·s et en fait un argument de vente. » [#StopEurosatory](#) pic.twitter.com/KVSUguGIj1

– BDS France (@Campagnebds) [14 juin 2018](#)

Intervention de [@ParisAyotzi](#)

« Eurosatory fait la promotion des armes utilisées par la police et l'armée mexicaines contre la population et notamment contre les étudiants d'Ayotzinapa » [#StopEurosatory](#) pic.twitter.com/NmLXH9TyD4

– BDS France (@Campagnebds) [14 juin 2018](#)

Les manifestants ont mis en scène un "die-in" et ont entonné des slogans appelant à un embargo militaire contre Israël et

demandant qu'Israël cesse de [tester des armes](#) sur les Palestiniens.

BDS France a précisé que cette manifestation était extrêmement visible pour tous les visiteurs du salon de l'armement, mais que la grande majorité était apparemment "sans état d'âme".

Un participant a quand même glissé discrètement aux protestataires un billet où il exprimait sa position.

"Nous ne sommes pas tous pareils, à moins que je ne sois le seul", [disait](#) ce billet. "C'est mon boulot, mais je suis avec vous. Liberté pour la Palestine."

Traduction SM pour BDS France

Pinkwashing à la marche des fiertés de Grenoble : on riposte !

Le pinkwashing (« *lavage en rose* ») est une stratégie politique utilisée entre autre par l'État d'Israël.

Il a pour but de mettre en avant son traitement soit disant exemplaire des LGBTI afin de se faire passer pour tolérant et progressiste, tout en passant sous silence la guerre et les atteintes aux droits humains.

Par cette stratégie, Israël cherche à détourner l'attention sur la domination coloniale des Palestinen-ne-s et le régime d'apartheid (attaques récurrentes des territoires palestiniens, Gaza sous embargo, continuité de la colonisation, bombardements des populations, emprisonnements massifs, atteintes aux droits élémentaires, ...).

Israël se veut un pays gayfriendly pour les gays riches occidentaux. Mais la promotion d'un « paradis gay » est en décalage avec les réalités des minorités sexuelles en Israël où, en dehors de « la bulle Tel-Aviv », l'homophobie (notamment religieuse) persiste.

L'armée de Tsahal, une des armées les plus puissantes du monde, se revendique gayfriendly, veganfriendly, ... voulant nous faire oublier qu'elle massacre des gens chaque jour.



Il y a deux semaines, le lundi 14 mai, des soldats israéliens ont assassiné 60 manifestant-e-s de la bande de Gaza et en ont blessé plus de 2700 qui protestaient contre l'inauguration de l'ambassade états-unienne à Jérusalem.

Contrairement à ce qu'Israël proclame, l'État refuse d'accorder la protection internationale et des permis de séjours aux LGBTI palestinien-ne-s qui viennent demander l'asile.

Les LGBTI palestinien-ne-s sont des cibles de choix pour les services secrets israéliens, pour les faire chanter et en faire des informateur-ice-s.

Israël enseigne à ses soldats comment exploiter les cas d'homosexualité ou de bisexualité.

*« Nous ne pouvons pas exiger des droits des homosexuels là où les droits fondamentaux des individus sont absents »
Georges AZZI, membre de Helem, association LGBT Libanaise dénonçant le pinkwashing.*

Nous luttons contre le régime colonial d'Israël et contre le soutien des pays occidentaux (notamment la France) à ce régime.

Nous refusons que nos luttes, nos identités et nos vies soient utilisées pour justifier des guerres et la domination d'autres personnes. En France (et en Europe), pendant que l'État s'affiche comme défenseur des droits des personnes LGBTI ou des femmes, il diffuse une propagande islamophobe, refuse les

droits de base aux personnes exilées et mène des politiques migratoires meurtrières et racistes.



**Pas de guerre en notre nom !
Contre le pinkwashing
et en solidarité avec le peuple palestinien !**

Le 26 mai 2018, au début de la marche des fiertés, un char commercial appartenant au bar le Vocalise (1 rue Pierre Arthaud, Grenoble) diffusait sur écran géant et en boucle des vidéos promotionnelles d'un festival à Tel Aviv.

Des camarades sont allé-e-s discuter avec les personnes du char pour leur parler du pinkwashing, de la propagande d'Israël, et du fait que passer ce genre de vidéos n'est pas anodin. Ce à quoi à été répondu que : « *C'est trop bien Tel Aviv* », « *J'ai passé les meilleures vacances de ma vie et je fais pas de politique* »,...

Les vidéos ont continué d'être diffusées tout au long de la marche.

À la fin de la marche, des camarades sont allé-e-s éteindre l'écran pour en finir avec cette propagande.

Les vigiles du bar puis ceux de la marche et le staff sont arrivés en nombre pour « *protéger* » le char et ont rapidement commencé à taper tout le monde. Dans le même temps, on a pu entendre « *Vive Tel Aviv* » parmi l'équipe du Vocalise.

Ils ont vite appelé les flics à la rescousse qui ont immédiatement gazé, cogné, traîné par les cheveux, étranglé, et matraqué des personnes. Une camarade a été arrêtée et menottée au milieu de la foule sur dénonciation des organisateur-ice-s.

Elle a été emmenée en garde-à-vue 20 heures pour « *dégradation et violence en réunion* » et est sortie le lendemain avec un rappel à la loi.

Pendant tout ce temps, beaucoup de gens continuaient à faire la fête comme si de rien n'était.



Comme beaucoup de gens n'avaient pas compris ou pas vu les actions qui venaient d'avoir lieu, des personnes ont pris la parole pour expliquer la situation. Il a été difficile d'y parvenir et quand enfin cela a pu être possible, un char commercial n'a pas hésité à monter le volume de la musique, tentant d'empêcher la prise de parole publique, et engageant la fête à continuer dans la plus grande indifférence.

Les vigiles et le staff ont joué le rôle des flics du début à la fin, avec une nervosité et une toute puissance digne des services d'ordre et des milices privées. De tout évidence, ces organisations sont là pour défendre avant tout les intérêts de bars capitalistes et non l'intégrité des personnes présentes dans la marche.

Rien d'étonnant, ça fait longtemps qu'a été oublié d'où venaient les prides.



Pour rappel historique : en juin 1969, ce sont les émeutes de Stonewall Inn qui sont à l'origine des marches des fiertés. Elles ont été déclenchées par une énième descente de flics dans ce bar new-yorkais. S'en sont suivies plusieurs nuits d'émeutes où des putes, des trans', des dragqueens, des gouines et des pédés se sont battu-e-s contre les flics. Alors : flics, fachos, hors de nos prides !

Nos luttes ne s'arrêtent pas à nos identités.

Nous continuerons à être des « troubles-fête » tant que les prides continueront à se vouloir apolitiques.

Tant que l'émancipation des LGBTI occidentaux continuera à se mesurer en nombre de chars commerciaux présents aux marches des fiertés.

Tant que la propagande coloniale continuera à y être exhibée.

Transpédégouines contre le pinkwashing,
en soutien à la Palestine.

Source :
<https://cric-grenoble.info/infos-locales/article/pinkwashing-a-la-marche-des-fiertés-de-grenoble-on-riposte-579>

Action BDS au salon VIVATECH 2018 : NON à l'innovation au service de l'apartheid !

Samedi 26 mai 2018, une vingtaine de militant-es de la campagne BDS France « Boycott – Désinvestissement – Sanctions » ont investi l'espace dédié à Israël dans le salon international consacré à l'innovation technologique et aux start-up, Viva Technology 2018.

[English below]

Les militant-es sont intervenu-e-s avec slogans, pancartes et prises de paroles à l'intérieur de ce salon pour dénoncer la présence et la propagande d'un pavillon [sponsorisé par le gouvernement israélien, labellisé « Saison France-Israël »](#) et pour demander l'annulation de cette saison.

Par la présence de ce pavillon à ce salon, l'État d'Israël est mis à l'honneur et se vend comme étant la « Start up Nation », un pays attractif, à la pointe de l'innovation technologique, capable d'assurer notre sécurité, et d'améliorer nos vies.

Mais en réalité, la véritable identité de marque d'Israël est la colonisation, l'occupation et l'apartheid :

- Israël dépossède le peuple palestinien de sa terre depuis 70 ans
- Il impose au peuple palestinien une politique d'apartheid, comme le rappelle l'O.N.U (Rapport Tilley-Falk du 15 mars 2017)
- Il bafoue systématiquement les résolutions de l'O.N.U contre l'occupation, le blocus de Gaza, le Mur, la colonisation, le droit au retour des réfugiés
- Détient des milliers de prisonniers, hommes, femmes et enfants palestiniens en « détention administrative » : sans charges ni jugements
- Il tue des civils palestiniens en toute impunité.

Le dernier exemple en date, est le carnage de ces dernières semaines contre les Palestiniens de Gaza qui manifestent pacifiquement contre le blocus qui leur est imposé depuis 11 ans et pour leur droit au retour. 116 personnes ont été abattues de façon délibérée par les snipers de l'armée israélienne et plus de 13 000 ont été blessées dont certaines très grièvement.

Voilà ce qu'est le vrai visage de l'État d'Israël : un État d'apartheid, raciste et colonial qui pratique le nettoyage ethnique, réprime, emprisonne et assassine des civils résistant pour leurs droits fondamentaux en tant que peuple.

Par l'organisation de la saison croisée France-Israël, et à travers les nombreux événements dans le domaine de la culture, des technologies, de l'innovation, des sciences, de l'économie, qui vont être organisés ces prochains mois en France et en Israël, la France a fait le choix de soutenir le régime israélien d'apartheid, de contribuer à «blanchir» l'image d'Israël et de se faire complice de ses crimes.

[Nous demandons donc l'annulation de la saison France-Israël.](#)

Il n'est plus possible qu'Israël soit ainsi mis à l'honneur, il est temps que cet État soit isolé, sanctionné et que ses dirigeants rendent enfin des comptes.

SAISON FRANCE-ISRAËL : ANNULATION !
NON A L'INNOVATION AU SERVICE DE L'APARTHEID !
BOYCOTT ISRAËL APARTHEID!
GAZA, GAZA : ON OUBLIE PAS !

La campagne BDS France à Paris

Album de l'action :
<https://photos.app.goo.gl/xmIOnKXPefsuwooz1>

BDS ACTION AT THE VIVATECH 2018 FAIR: NO TO "INNOVATION" IN THE SERVICE OF APARTHEID!

26 May 2018

On Saturday 26 May 2018, some twenty activists of the BDS France Campaign – “Boycott-Divestment-Sanctions” – entered the pavilion provided to Israel at Viva Technology 2018, the international fair devoted to technological innovation and start-ups. The activists took over the space with slogan chants, placards and statements in order to denounce the presence and propaganda of this pavilion, sponsored by the Israeli government and labelled “France-Israel Season”, and to demand the cancellation of this season.

The presence of this pavilion at the fair showcases Israel, selling itself as a “Start-up Nation”, an attractive country at the cutting edge of technological innovation capable of ensuring our security and improving our lives.

But in reality Israel's true brand identity is one of colonisation, occupation and apartheid:.

- Israel has dispossessed the Palestinian people of their land for 70 years.
- It imposes an apartheid system on the Palestinian people, as demonstrated in the UN report of 15 March 2017 (Falk-Tilley report).

- It systematically flouts all the UN Resolutions against the occupation, the blockade of Gaza, the Wall, the colonisation, the refugees' right of return.
- It incarcerates thousands of Palestinian prisoners – men, women and children – through its “administrative detention”, i.e. without charge or trial.
- It slaughters Palestinian civilians with total impunity.

The latest example is the bloodbath of the past weeks during peaceful protests by the Palestinians of Gaza against the blockade imposed on them for 11 years and for their right of return. 116 Palestinians have been deliberately killed by Israeli army snipers and over 13,000 have been wounded, some of them severely maimed.

There we have the true face of the State of Israel: an apartheid, racist and colonial state which practises ethnic cleansing, which oppresses, imprisons and massacres civilians struggling for their basic rights as a people.

By organising the France-Israel Season with numerous events to be held in France and Israel in the coming months relating to culture, technology, innovation, science, and the economy, France has made the choice to support the Israeli apartheid region, to help “whitewash” Israel's image, and to become an accomplice in its crimes.

We demand the cancellation of the France-Israel Season. It is impossible that Israel be honoured in this way, it is high time that this state be isolated and punished and that its leaders be held to account.

FRANCE-ISRAEL SEASON: CANCEL IT!
NO TO INNOVATION IN THE SERVICE OF APARTHEID!
BOYCOTT APARTHEID ISRAEL!
GAZA, GAZA, WE DON'T FORGET!

BDS France Campaign, Paris

**BDS ACTION AT THE VIVATECH 2018 FAIR: NO TO
“INNOVATION” IN THE SERVICE OF APARTHEID!**

26 May 2018

On Saturday 26 May 2018, some twenty activists of the BDS France Campaign – “Boycott-Divestment-Sanctions” – entered the

pavilion provided to Israel at Viva Technology 2018, the international fair devoted to technological innovation and start-ups. The activists took over the space with slogan chants, placards and statements in order to denounce the presence and propaganda of this pavilion, sponsored by the Israeli government and labelled "France-Israel Season", and to demand the cancellation of this season.

The presence of this pavilion at the fair showcases Israel, selling itself as a "Start-up Nation", an attractive country at the cutting edge of technological innovation capable of ensuring our security and improving our lives.

But in reality Israel's true brand identity is one of colonisation, occupation and apartheid:.

- Israel has dispossessed the Palestinian people of their land for 70 years.
- It imposes an apartheid system on the Palestinian people, as demonstrated in the UN report of 15 March 2017 (Falk-Tilley report).
- It systematically flouts all the UN Resolutions against the occupation, the blockade of Gaza, the Wall, the colonisation, the refugees' right of return.
- It incarcerates thousands of Palestinian prisoners – men, women and children – through its "administrative detention", i.e. without charge or trial.
- It slaughters Palestinian civilians with total impunity.

The latest example is the bloodbath of the past weeks during peaceful protests by the Palestinians of Gaza against the blockade imposed on them for 11 years and for their right of return. 116 Palestinians have been deliberately killed by Israeli army snipers and over 13,000 have been wounded, some of them severely maimed.

There we have the true face of the State of Israel: an apartheid, racist and colonial state which practises ethnic cleansing, which oppresses, imprisons and massacres civilians struggling for their basic rights as a people.

By organising the France-Israel Season with numerous events to be held in France and Israel in the coming months relating to culture, technology, innovation, science, and the economy, France has made the choice to support the Israeli apartheid

region, to help “whitewash” Israel’s image, and to become an accomplice in its crimes.

We demand the cancellation of the France-Israel Season. It is impossible that Israel be honoured in this way, it is high time that this state be isolated and punished and that its leaders be held to account.

FRANCE-ISRAEL SEASON: CANCEL IT!
NO TO INNOVATION IN THE SERVICE OF APARTHEID!
BOYCOTT APARTHEID ISRAEL!
GAZA, GAZA, WE DON'T FORGET!

BDS France Campaign, Paris

BDS ACTION AT THE VIVATECH 2018 FAIR: NO TO “INNOVATION” IN THE SERVICE OF APARTHEID!

26 May 2018

On Saturday 26 May 2018, some twenty activists of the BDS France Campaign – “Boycott-Divestment-Sanctions” – entered the pavilion provided to Israel at Viva Technology 2018, the international fair devoted to technological innovation and start-ups. The activists took over the space with slogan chants, placards and statements in order to denounce the presence and propaganda of this pavilion, sponsored by the Israeli government and labelled “France-Israel Season”, and to demand the cancellation of this season.

The presence of this pavilion at the fair showcases Israel, selling itself as a “Start-up Nation”, an attractive country at the cutting edge of technological innovation capable of ensuring our security and improving our lives.

But in reality Israel’s true brand identity is one of colonisation, occupation and apartheid:.

- Israel has dispossessed the Palestinian people of their land for 70 years.
- It imposes an apartheid system on the Palestinian people, as demonstrated in the UN report of 15 March 2017 (Falk-Tilley report).
- It systematically flouts all the UN Resolutions against the occupation, the blockade of Gaza, the Wall, the colonisation, the refugees’ right of return.

- It incarcerates thousands of Palestinian prisoners – men, women and children – through its “administrative detention”, i.e. without charge or trial.
- It slaughters Palestinian civilians with total impunity.

The latest example is the bloodbath of the past weeks during peaceful protests by the Palestinians of Gaza against the blockade imposed on them for 11 years and for their right of return. 116 Palestinians have been deliberately killed by Israeli army snipers and over 13,000 have been wounded, some of them severely maimed.

There we have the true face of the State of Israel: an apartheid, racist and colonial state which practises ethnic cleansing, which oppresses, imprisons and massacres civilians struggling for their basic rights as a people.

By organising the France-Israel Season with numerous events to be held in France and Israel in the coming months relating to culture, technology, innovation, science, and the economy, France has made the choice to support the Israeli apartheid region, to help “whitewash” Israel’s image, and to become an accomplice in its crimes.

We demand the cancellation of the France-Israel Season. It is impossible that Israel be honoured in this way, it is high time that this state be isolated and punished and that its leaders be held to account.

FRANCE-ISRAEL SEASON: CANCEL IT!
NO TO INNOVATION IN THE SERVICE OF APARTHEID!
BOYCOTT APARTHEID ISRAEL!
GAZA, GAZA, WE DON'T FORGET!

BDS France Campaign, Paris

Sur Twitter :

Action BDS, cet après-midi, au salon [#VivaTech2018](#), pour protester contre la présence du pavillon « Israël », sponsorisé par le gouvernement israélien et labellisé « Saison France-Israël ». pic.twitter.com/YpWfJsfsYi

– BDS France (@Campagnebds) [26 mai 2018](#)

Vidéo du Parisien :

Happening du mouvement BDS à l'espace « Israël » de
[#VivaTech2018](#) [#VivaTech](#) [#VivaLeParisien](#)
pic.twitter.com/fJxbwgfYqj

– Le Parisien – High Tech (@LeParisien_Tech) [26 mai 2018](#)

200 personnes contre la venue d'Aliza Bin-Noun à Toulouse

Ce mercredi 23 Mai à 18h30, 200 personnes se sont rassemblées à Toulouse contre la venue de l'ambassadrice d'Israël Aliza Bin-Noun, [invitée d'honneur d'un dîner de gala](#) de la chambre de commerce France-Israël, dans les locaux de la CCI de Toulouse. Invités aussi à ce dîner de gala, M. Moudenc, maire de Toulouse, et Mme Pellefigue, Vice-présidente de la Région Occitanie en charge du Développement économique, de la recherche, de l'innovation et de l'enseignement supérieur.

Nous étions maintenus à bonne distance (env. 80m) du lieu des agapes politique-business. Face à face tendu avec la police à l'occasion du passage de quelques invité-e-s en costume cravate, surtout une occasion de montrer notre détermination.

> [Tract d'appel \(Les MJCF et le PCF ont signé ensuite\)](#)

> [Le texte de l'intervention de BDSF Toulouse](#)

Article de La Dépêche du Midi :
<https://www.ladepeche.fr/article/2018/05/23/2803386-pres-150-p>

Boycott du Festival Pop-Kultur 2018

9 Mai 2018

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël appelle au boycott de Pop-Kultur Berlin, jusqu'au rejet du financement d'Israël.

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) appelle **tous les artistes qui participent à Pop-Kultur Berlin à se retirer** du festival à cause de son acceptation d'un parrainage de l'ambassade israélienne. Cet parrainage intervient malgré le retrait du festival de l'an dernier de huit artistes, en signe de protestation pour cette même raison. (voir aussi le site [Boycott Pop-Kultur Festival](#)).

Israël cherche à s'associer à des festivals internationaux, tel Pop Kultur Berlin, pour blanchir par l'art son image à l'étranger, dans la tentative explicite de détourner l'attention de ses crimes contre les Palestiniens. Pour un festival supposément progressiste, accepter de l'argent d'un sponsor qui est un régime d'oppression et d'apartheid depuis des décennies comme Israël, montre une absence d'éthique et une hypocrisie, à tout le moins.

Tout récemment, Israël a mis en œuvre une politique de tirs-pour-tuer-ou-mutuler, annoncée par avance, contre des milliers de manifestants pacifiques dans la bande de Gaza

assiégée et occupée, des manifestants qui luttent pour conquérir la liberté. Les dizaines de tués et les milliers de blessés ne l'ont pas été accidentellement : un porte-parole des forces israéliennes a même dit « rien n'a été fait hors de contrôle ; tout était minutieux et mesuré. Nous savons où chaque balle a abouti ».

La Cour Pénale Internationale a averti Israël que ses meurtres à Gaza pouvaient représenter des crimes de guerre. À la lumière de la violation permanente des droits humains des Palestiniens par Israël, accepter de l'argent de la propagande du gouvernement israélien revient à une complicité intentionnelle avec les violations flagrantes du droit international par Israël via le blanchiment par l'art.

Voici quelques mois, l'artiste à succès néozélandaise, Lorde, a annoncé l'annulation d'un concert programmé à Tel Aviv. Confrontés à une vilaine campagne d'intimidation et de calomnie par des représentants du lobby israélien, des dizaines d'artistes mondialement connus, dont des stars ayant remporté des Oscars à Hollywood, ont déclaré leur soutien total à Lorde.

Un officiel israélien a résumé la politique manifeste de blanchiment culturel d'Israël de la façon suivante : « Nous enverrons des romanciers et autres écrivains connus à l'étranger, des compagnies de théâtre, des expositions. De cette façon, vous montrez un visage plus agréable d'Israël, pour qu'on ne nous représente pas simplement dans le contexte de la guerre ».

L'insistance du festival Pop Kultur à accepter le parrainage d'Israël, de quelque manière qu'il le tourne cette année, ne nous laisse que le choix de faire appel à tous les artistes y participant pour qu'ils s'en retirent, sauf si le festival annule le parrainage d'Israël.

Un événement sponsorisé par l'Afrique du Sud de l'apartheid

aurait déclenché les mêmes appels au boycott par les défenseurs des droits humains et les progressistes d'Afrique du Sud, d'Allemagne et d'ailleurs. De même, éviter de normaliser le système israélien d'injustice est le minimum attendu par les Palestiniens de la part d'artistes et d'organisations culturelles progressistes, pour ne pas saper notre lutte non violente pour la liberté, la justice et l'égalité.

Allez-vous vous placer du côté juste de l'histoire ?

** Les lignes directrices de PACBI pour le boycott culturel d'Israël stipulent que « (Un-e) événement/activité mené-e sous le parrainage/sous l'égide ou avec affiliation à une entité israélienne officielle ou une institution complice, constitue une complicité et donc mérite d'être boycotté-e.*

Source: [Boycott Pop-Cultur Festival](#)

Traduction SF pour BDS France

Natalie Portman refuse le prix Israël à la lumière des crimes commis par cet État à Gaza

Par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) / États-Unis – 20 avril 2018

Dans une déclaration, la star d'Hollywood déclare que « des événements récents en Israël avaient été extrêmement bouleversants pour elle et qu'elle ne se sent pas à l'aise

d'avoir à participer à quelque événement public en Israël », et qu' « elle ne peut pas, en toute conscience, aller s'engager dans cette cérémonie ».

19 avril 2018 – Après des décennies de flagrantes violations des droits humains contre les Palestiniens, le récent massacre par Israël de manifestants pacifiques à Gaza a rendu son image si toxique que même des personnalités culturelles israélo-américaines de grand renom, comme Natalie Portman, refusent maintenant de blanchir ouvertement, ou par l'art, Israël de ses crimes et de sa politique d'apartheid.

Le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, conduit par les Palestiniens et nommé pour le prix Nobel de la paix, s'est grandement développé dans le courant culturel dominant au cours de ces dernières années. Sur les 26 nominés aux Oscars en 2016, aucun n'a accepté de faire ce voyage de la propagande israélienne, tous frais payés.

Vers la fin 2017, la star néo-zélandaise Lorde a bien pris en compte les appels de militants BDS et elle a annoncé qu'elle annulait son concert de rock à Tel Aviv. Réagissant à une campagne hideuse de dénigrement lancée contre elle par des personnalités du lobby pro-Israël aux États-Unis, plus d'une centaine d'artistes, dont des stars d'Hollywood, ont signé une lettre dans *The Guardian* afin de la soutenir.

Comme le conclut un article du *Washington Post* à propos de l'acte de solidarité de Lorde envers les Palestiniens :

« Lorde aura été très probablement l'une des dernières grandes artistes à prévoir une date de concert en Israël sans en avoir préalablement, semble-t-il, pleinement considéré les implications mondiales. Désormais... le simple fait de programmer une date de concert en Israël sera considéré comme un acte politique ».

Le refus des honneurs d'Israël par Portman vient appuyer cette

conclusion.

Comme ce fut le cas dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, le mouvement BDS appelle tous les artistes et toutes les personnalités culturelles à respecter la ligne de protestation non violente des Palestiniens et à se tenir à l'écart de l'apartheid d'Israël jusqu'à ce que les droits des Palestiniens, instaurés par les Nations-Unies, soient pleinement respectés.

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer au combat des Palestiniens pour la liberté, la justice et l'égalité. PACBI plaide pour le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur étroite et persistante complicité avec le déni par Israël des droits des Palestiniens tels que stipulés par le droit international. Allez sur le site de PACBI <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter [@PACBI](https://twitter.com/PACBI)

Source : <https://bdsmovement.net/news/natalie-portman-rejects-israel-prize-light-its-crimes-gaza>

Traduction : JPP BDS France

Dublin devient la première capitale européenne à

soutenir le BDS en faveur des droits des Palestiniens et rejette Hewlett Packard pour complicité avec l'apartheid israélien

« Dublin a répondu de la manière la plus forte à ce jour aux massacres commis dernièrement par Israël contre des manifestants palestiniens sans armes dans la bande de Gaza, occupée et assiégée. C'est le succès le plus impressionnant du mouvement BDS depuis le début de 2018. »

Par [Palestinian Boycott, Divestment and Sanctions National Committee \(BNC\)](#) / [Irlande](#)

11 avril 2018 – Lundi (9 avril) Dublin [est devenue](#) la première capitale européenne à soutenir le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) en faveur des droits des Palestiniens. Mentionnant « le blocus et le siège inhumains infligés à Gaza » par Israël, le Conseil municipal de Dublin s'est engagé à mettre fin à tous ses contrats commerciaux avec Hewlett Packard (HP), ses sociétés de marque et entreprises dérivées, toutes ciblées par BDS, y compris DXC Technology, étant donné leur [complicité](#) dans les graves violations des droits humains des Palestiniens commises par Israël.

Hier (mardi 10 avril), Israël [a essayé vainement](#) d'empêcher le maire de Dublin d'entrer sur le territoire alors qu'il devait assister à des réunions à Ramallah. Les autorités israéliennes ont confondu son titre et son nom, [susitant les moqueries](#) d'activistes des médias sociaux, palestiniens ou non. Le maire

Mícheál MacDonncha participe à des rencontres avec des Palestiniens dans les territoires palestiniens occupés.

Des dizaines de milliers de Palestiniens se sont rassemblés pour manifester pacifiquement contre le siège et revendiquer les droits des réfugiés palestiniens, qui constituent la majorité à Gaza, à revenir dans le foyer originel dont ils ont été déplacés par la force, ces droits leur étant reconnus par les Nations unies.

Abdulrahman Abunahel, coordinateur à Gaza du BNC, coalition palestinienne qui impulse le mouvement mondial de BDS en faveur des droits des Palestiniens, s'est exprimé en ces termes :

Dublin a répondu de la manière la plus forte à ce jour aux massacres commis dernièrement par Israël contre des manifestants palestiniens sans armes dans la bande de Gaza, occupée et assiégée. C'est le succès le plus impressionnant du mouvement BDS depuis le début de 2018.

Alors que les gouvernements des États-Unis et de l'Europe sont totalement complices des crimes d'occupation et d'apartheid commis par Israël, le peuple irlandais, avec sa longue tradition de lutte contre le colonialisme, a montré que les hommes et les femmes de conscience se tiennent du bon côté de l'histoire, contre l'oppression et pour la liberté, la justice, l'égalité et la dignité humaine.

Au bout de 70 ans de dépossession, 50 ans d'autorité militaire, et un siège destructeur de 10 années qui nous asphyxie dans la plus grande prison à ciel ouvert du monde, nous avons besoin de cette solidarité authentique, surtout sous la forme du BDS. Rien que dans les deux dernières semaines, l'armée israélienne, appliquant une politique du « tirer-pour-tuer-ou-mutiler », a déjà tué à Gaza 30 civils palestiniens et en a blessé plus de 3 000.

La mesure prise par le Conseil municipal de Dublin en excluant

les sociétés HP constitue un pas important vers la fin des liens en matière militaire et de sécurité avec Israël et des entreprises qui rendent possible son système d'oppression. L'exigence la plus importante présentée par les Palestiniens en réaction au dernier massacre commis par Israël consiste à demander un embargo militaire similaire à celui qui avait été mis en œuvre par les Nations unies contre l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Grâce aux femmes et aux hommes de Dublin, aux partisans irlandais des droits palestiniens en d'autres lieux et au nombre croissant de militants du BDS dans le monde entier, nous, Palestiniens, dans nos heures les plus sombres, avons la certitude de ne pas être seuls, et de pouvoir, toutes et tous ensemble, incurver l'arc de l'histoire dans la direction de la justice. »

Cette victoire du soutien aux droits des Palestiniens s'inscrit dans le sillage de deux autres victoires récentes en Irlande. Au début de ce mois, l'Association nationale irlandaise des enseignants (Irish National Teachers Organisation, INTO), forte de plus de 40 000 membres, a adopté une [résolution](#) qui reflète la position sur la Palestine du [Congrès irlandais des syndicats \(Irish Congress of Trade Unions, ICTU\), fort de 800 000 membres](#) en accordant un plein soutien au mouvement BDS et à ses aspirations. Et, il y a moins d'une semaine, l'Union des étudiants d'Irlande (Union of Students in Ireland, USI), qui représente [374 000 étudiants](#) de l'enseignement supérieur, [a voté](#) de la même manière.

Aujourd'hui même (11 avril), Cork, la troisième ville d'Irlande, [a exhorté](#) le gouvernement irlandais à « condamner » le « massacre récent » de civils palestiniens par l'armée israélienne à Gaza et à « prendre des mesures diplomatiques contre Israël en expulsant un certain nombre de ses diplomates et en reconnaissant l'État de Palestine. »

Les violations des droits humains des Palestiniens perpétrées

par Hewlett Packard sont confirmées par de nombreux éléments. Non seulement HP [fournit](#) à l'armée israélienne des services et de la technologie qui permettent l'occupation militaire et le siège de Gaza par Israël ainsi que des [technologies biométriques](#) qui donnent au gouvernement israélien les moyens de mettre en œuvre son système de ségrégation raciale contre les Palestiniens, mais HP s'est montré complice d'Israël en [équipant](#) le système carcéral israélien, tristement célèbre pour sa pratique de la [torture](#) et d'autres atteintes aux droits humains.

Les campagnes de BDS pour les droits humains des Palestiniens ont déjà infligé à HP des dommages sur le plan financier et sur celui de la réputation. Plusieurs mouvements chrétiens des États-Unis ont déjà [retiré leurs investissements chez HP](#) au niveau national, et 26 églises chrétiennes, dans tout le pays, se sont engagées à être des [églises sans HP](#) qui refusent d'acheter le moindre produit HP. La campagne contre HP a suscité le soutien de groupes de croyants, [d'associations étudiantes](#) et de syndicats du monde entier. Face à une telle pression, HP a procédé à un [remaniement](#) de ses structures qui ne change rien au degré de [complicité](#) des sociétés impliquées et ne les protège pas contre les campagnes de BDS.

En prenant cette décision, Dublin rejoint [des dizaines de collectivités locales](#) en Espagne, en Norvège, en Suède, en France, au Royaume-Uni, en Belgique et en Australie qui ont adopté des résolutions de soutien au BDS ou ont pris l'engagement d'éviter de conclure des transactions avec des sociétés visées par le mouvement BDS en raison de leur complicité avec les violations des droits humains des Palestiniens commises par Israël.

Le Comité national palestinien du BDS (Palestinian BDS National Committee, [BNC](#)) est la coalition la plus vaste de la société civile palestinienne. Elle anime et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Robert Guédiguian et Ariane Ascaride en apartheid Israël : une faute politique et morale

Nous avons été déçus d'apprendre que Robert Guédiguian et Ariane Ascaride avaient répondu d'un oui franc à l'invitation de la quinzième édition du festival du film français en Israël dans les cinémathèques de Tel Aviv, Jérusalem, Haïfa, Holon, Herzliya...

On peut penser que le rôle d'Unifrance, sous l'égide du Ministère des Affaires Etrangères français, pour organiser ce type de manifestations répond principalement à des critères commerciaux, mais Robert Guédiguian et Ariane Ascaride sont des acteurs et des porte-paroles d'une certaine idée du cinéma français qui refuse la collaboration avec le libéralisme débridé ou le racisme quand il s'agit de vie sociale.

Pourtant, il n'y pas de vie sociale sans vie culturelle et une question se pose alors : il n'y a pas de collaboration de ces artistes avec les forces de droite ou d'extrême droite sur le territoire national, alors pourquoi une telle collaboration est-elle possible avec l'État israélien dans des lieux chargés de l'histoire de la Nakba ?

Peut-être que Robert Guédiguian et Ariane Ascaride nous diront qu'ils transportent un morceau de France avec eux, au nom du partage ? Du partage avec l'État d'apartheid et son armée d'occupation, du massacre de dizaines de manifestants palestiniens non-armés comme vendredi dernier à Gaza ?

Peut-être qu'ils diront qu'ils ne savaient pas ? Peut-être n'ont-ils pas entendu parler des appels lancés par Desmond Tutu, Eyal Sivan, Roger Waters ou Ken Loach ou des israéliens de « *Boycott from Within* » à ne pas cautionner la politique coloniale et d'apartheid pratiquée par les gouvernement de Tel-Aviv. Ou ne savent-ils pas que Caetano Veloso, après avoir brisé le boycott en 2016, a fait une [déclaration magistrale](#) à son retour en affirmant qu'il ne remettrait plus les pieds dans ce pays ? Mais peut-on vraiment envisager une telle déconnexion de la résistance du monde de la culture à la politique criminelle israélienne ?

Peut-être nous diront-ils que le cinéma et la culture ne sont pas politiques ? Air connu, surtout à droite et même très à droite, mais peu crédible de la part d'un Robert Guédiguian qui, lors d'un passage sur France 5, rappelait que tout était politique. Il suffit de se rappeler que Jean-Luc Godard en fit l'art le plus politique, justement avec des Palestiniens dans « *Ici et Ailleurs* ». Ou à l'opposé de Muriel Robin posant « pacifiquement » il y a quelques jours, sourire aux lèvres, avec une militaire israélienne et son fusil d'assaut après, en compagnie de Michèle Laroque, avoir méprisé l'appel au boycott lancé par la société civile palestinienne en lutte pour sa liberté et sa dignité.

Nous espérons que comme Caetano Veloso, ils auront le courage de reconnaître leur faute morale et politique, et de présenter, à défaut d'excuses, leurs regrets au peuple palestinien.

Bernard, membre de la Campagne BDS France